

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2882

11 octobre 2014

SOMMAIRE

Adrenova S.A.	138300	SFPC S.A.	138293
Alcelec S.à r.l.	138320	SFPI S.A.	138293
Arcus European Trains Luxembourg GP		Shaftesbury Asset Management (Luxem-	
S.à r.l.	138303	bourg) S.A.	138290
BSI-Multinvest SICAV	138300	Silver Grafton I S.à r.l.	138292
Caribbeds	138335	Silver Grafton One S.C.	138292
CEA	138332	SMART Modular Technologies (LX) S.à	
CEA S.à r.l.	138332	r.l.	138290
Copper Grafton Two S.à r.l.	138336	Solvay Finance Luxembourg S.A.	138290
CVI EMCVF Lux Finance S.à r.l.	138300	Solvay Luxembourg S.à r.l.	138291
DH Residencia S.à r.l.	138336	Sotraco S.A.	138290
Euroland Properties S.A.	138298	TCC Two Continents Capital S.A.	138297
Fin-Astra Lux S.A.	138311	Teal Hams Hall S.à r.l.	138296
Gamma III S.C.A., Sicar	138299	Techni-Pac.Energy s.à r.l.	138292
Geplux S.à r.l.	138300	Themis Finances S.A. SPF	138297
Geraud S.A.	138299	Twelve Butternuts S.à r.l.	138303
Global Sat S.A.	138299	Urbe S.A.	138296
Hamilton Holding S.à r.l.	138304	Vanda Property S.A.	138295
Immo 3 Rue Jean Monnet S.à r.l.	138312	Varezzo S.A.	138296
Keneos Europe S.A.	138321	Violane Finance S.à r.l.	138295
LP1 Finance S.à r.l.	138335	V Management s.à r.l.	138298
Microfinance Loan Obligations S.A.	138297	Von Limpach S.à r.l.	138293
MICROS-Fidelio Luxembourg S.à r.l.	138298	Wentworth Industry S.A.	138294
Premier Innovations Group	138297	WI-BA-Lux Immo S.à r.l.	138293
RJ Two S.à r.l.	138301	WIF S.A.	138336
RSM FHG & Associés	138298	WishFish Technologies S.à r.l.	138296
Schwarzfield S.A.	138291	Wood Grafton One S.à r.l.	138294
SciencInvest S.A.	138293	Wood Grafton S.à r.l.	138294
Scuderia Cavallino Pazzo S.A.	138291	Wood Grafton Two S.à r.l.	138294
SeaNet Maritime Services S.à r.l.	138292	Yue Man Lou S.à r.l.	138295
Secodosa Invest Holding S.A.	138291	Zaoui & Co S.A.	138296
Sèvres II S. à r.l.	138290		

Solvay Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 36, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 39.650.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOLVAY FINANCE LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2014130916/10.

(140148069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SMART Modular Technologies (LX) S.à. r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 187.024.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130913/10.

(140148497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Sotraco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 51.981.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014130917/10.

(140148309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Shaftesbury Asset Management (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 104.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Shaftesbury Asset Management (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014130886/10.

(140148417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Sèvres II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.879.300,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 120.013.

Constituée par devant Me Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 septembre 2006, acte
publié au Mémorial C no 2150

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sèvres II S.à r.l.

Marielle Stijger

Manager

Référence de publication: 2014130907/14.

(140148316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Secodosa Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 109.963.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130906/10.

(140147968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Solvay Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 36, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 101.280.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Solvay Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2014130897/10.

(140148404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Schwarzfeld S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 175.261.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130881/10.

(140148443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Scuderia Cavallino Pazzo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 8, place Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 120.638.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2013 tenue à 14.00h le 1^{er} Juillet 2014

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale décide de nommer un nouveau administrateur, à savoir Monsieur Bernard Klein, adresse professionnelle 8 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, qui accepte à partir de la date de la présente assemblée et jusqu'à l'assemblée annuelle à être tenue en 2015;

5- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

Administrateurs:

- Venture & Capital Management, R.C.S. Luxembourg B 77.592, 8 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;
- M. Michel Bourkel, 8 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;
- Mme Donatella Lecci, 8 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;
- M. Bernard Klein, 8, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

Administrateur-délégué:

- M. Bourkel Michel, 8 place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

Commissaire aux comptes:

- Wilbur Associates Ltd, IBC 185200, Elizabeth Avenue & Shirley Street n° S-E2, Nassau, Bahamas, N - 8188; qui tous acceptent, pour l'exercice social 2014 et jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Référence de publication: 2014130905/24.

(140147785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Silver Grafton One S.C., Société Civile.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg E 5.236.

—
Par résolutions prises en date du 4 août 2014, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3rd floor, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130889/14.

(140148467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Techni-Pac.Energy s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 176.194.

—
Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130944/10.

(140147959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Silver Grafton I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 180.010.

—
Par résolutions prises en date du 4 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3rd floor, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130888/15.

(140148462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SeaNet Maritime Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.071.

—
EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 18 août 2014, a transféré le siège social de la société, avec effet immédiat, du 9b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au:

- 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Pour SEANET MARITIME SERVICES S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014130882/15.

(140148092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SFPC S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 130.397.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130908/10.

(140148442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

SFPI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 97.174.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clémency, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130909/10.

(140148248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Von Limpach S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, 4, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 175.397.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, RUE DE BITBOURG L-1273 Luxembourg

Référence de publication: 2014130975/10.

(140148037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

WI-BA-Lux Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8009 Strassen, 55, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 151.535.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130987/10.

(140148214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

ScienceInvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 59.637.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 18. August 2014

Am heutigen Tag teilen die beiden Verwaltungsratsmitglieder Frau Dr. Sandra Böhrs und Herr Karsten Böhrs der Gesellschaft folgendes mit:

Die beiden Verwaltungsglieder haben ihre berufliche Wohnadresse wie folgt:

- Frau Dr. Sandra Böhrs, berufsansässig in 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg
- Herrn Karsten Böhrs, berufsansässig in 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg

Die Versammlung

Référence de publication: 2014130904/14.

(140148199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Wentworth Industry S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 116.263.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130986/9.

(140148200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Wood Grafton Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 185.443.

Par résolutions prises en date du 4 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130983/15.

(140148460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Wood Grafton S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 180.033.

Par résolutions prises en date du 4 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3rd étage, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2014.

Référence de publication: 2014130982/15.

(140148456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Wood Grafton One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 184.962.

Par résolutions prises en date du 4 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3rd Floor, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014130981/15.

(140148459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Vanda Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 154.826.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VANDA PROPERTY S.A.

Référence de publication: 2014130968/10.

(140148075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Yue Man Lou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 12-18, rue Joseph Junck.

R.C.S. Luxembourg B 172.406.

Extrait de la décision prise par l'assemblée générale extraordinaire du 15 août 2014

L'assemblée générale décide de modifier le régime de pouvoir de signature comme suit:

«La Société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de chaque gérant de la Société»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/08/2014.

Pour la Société

Yue Man Lou S.à r.l.

Référence de publication: 2014130990/15.

(140147843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Violane Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 140.265.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires en date du 16 juillet 2014

Première résolution:

Les actionnaires prennent acte de la démission de:

- Monsieur Jean-Marie Bettinger, gérant, né le 14 mars 1973, résidant professionnellement au 42 Rue de la Vallée L-2661 Luxembourg avec effet au 11 avril 2014.

- Madame Magali Fetique, gérant, née le 1^{er} février 1981, résidant professionnellement au 42 Rue de la Vallée L-2661 Luxembourg, avec effet au 26 mars 2014.

Deuxième résolution:

Les actionnaires nomment comme gérant:

- Monsieur Yannick Monardo, né le 08 janvier 1984 à Saint Avold (France), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg en remplacement de Magali Fetique, avec effet au 26 mars 2014, pour une durée indéterminée,

- Mademoiselle Estelle Wanssy, née le 07 juillet 1979 à Fresnes (France), résidant professionnellement au 4, rue Albert Borschette L-1246 Luxembourg en remplacement de Jean-Marie Bettinger, avec effet au 11 avril 2014, pour une durée indéterminée,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg.

Pour Violane Finance S.à r.l.

Référence de publication: 2014130967/25.

(140148108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Teal Hams Hall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 70.890.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130926/9.

(140148453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Zaoui & Co S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 176.208.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire des actionnaires tenue en date du 5 août 2014

Les actionnaires ont approuvés le transfert du siège social du 11C, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 62, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg avec effet au 1^{er} août 2014.

Référence de publication: 2014130992/10.

(140148192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Varezzo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 153.935.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014130969/10.

(140148446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Urbe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 89.944.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

URBE S.A.

Référence de publication: 2014130959/10.

(140148043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

WishFish Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 180.774.

EXTRAIT

En date du 15 août 2014, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Barbara Neuerburg, en tant que gérante A, est acceptée avec effet au 25 juillet 2014.
- Madame Zuzanna Zielinska-Rousseau, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est élu nouvelle gérante A de la société avec effet au 25 juillet 2014 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130980/14.

(140148065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Themis Finances S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 79.624.

Les comptes annuels au 30 JUIN 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014130947/10.

(140148370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

TCC Two Continents Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 118.265.

Hiermit lege ich mein Mandat als Verwaltungsratsmitglied nieder mit Wirkung zum 7. August 2014.

Den 7. August 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2014130354/11.

(140147685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Microfinance Loan Obligations S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.734.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue au siège social en date du 14 août 2014

L'Assemblée Générale a décidé de renouveler les mandats des administrateurs suivants:

- M. Smâin Bouchareb, administrateur, avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- Mme Candice De Boni, administrateur et président du conseil d'administration, avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- M. Luca Gallinelli, administrateur, avec adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la société au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014130203/15.

(140147688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

Premier Innovations Group, Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 177.984.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 13 août 2014 que:

- M. Benoît BAUDUIN et M. Olivier LIEGEOIS ont été révoqués de leur poste d'administrateurs de classe A et de classe B de la Société;

- Ont été nommés, avec effet au 13 août 2014 et pour une période de six années:

* M. Livio GAMBARDILLA, né le 2 décembre 1975 à Terlizzi (Italie) et demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; en tant qu'administrateur de classe A;

* M. Philippe SALPETIER, né le 19 août 1970 à Libramont (Belgique), demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg; en tant qu'administrateur de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Référence de publication: 2014130831/18.

(140148166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Euroland Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 121.422.

Par la présente, je vous fais part de ma démission de la fonction d'administrateur unique de votre société.

Bertrange, le 8 juillet 2014.

Gabriel JEAN.

Référence de publication: 2014131216/9.

(140148505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

V Management s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.667.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014130375/11.

(140147727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 août 2014.

MICROS-Fidelio Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 100.796.

Le Bilan consolidé au 30 Juin 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg (conforme Art. 314 du loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2014.

MICROS-Fidelio Luxembourg S.à r.l.

TMF (Luxembourg) S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014130793/14.

(140147865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

RSM FHG & Associés, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 250.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 85.099.

EXTRAIT

Les associés, dans leurs résolutions du 18 août 2014, ont renouvelé les mandats des gérants:

- Monsieur Laurent HEILIGER, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 6 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, gérant;

- Madame Stéphanie GRISIUS, M. Phil. Finance B. Sc. Economics, demeurant professionnellement au 6 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, gérant;

- Monsieur Manuel HACK, maître ès sciences économiques, demeurant professionnellement au 6 rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, gérant.

Les mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2014.

Luxembourg, le 18 août 2014.

Pour RSM FHG & ASSOCIES

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014130875/20.

(140148356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Gamma III S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 126.988.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Gamma III S.C.A., Sicar
United International Management S.A.

Référence de publication: 2014131255/12.

(140148995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Global Sat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5691 Ellange, 44, Z.A.E. Le Triangle Vert.
R.C.S. Luxembourg B 71.218.

L'assemblée du 8 août 2014, décide à l'unanimité de nommer comme réviseur d'entreprises agréé pour l'exercice 2014 la société BDO Audit S.A., ayant son siège social à 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 147570.

La nouvelle adresse pour Patrice Ferreira Da Silva, administrateur et administrateur-délégué, et pour Bénédicte Basiletti, administrateur, est notée à 45, Parc Rothweit, L-5875 Alzingen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2014.
G.T. Experts Comptables S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2014131275/16.

(140148652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Geraud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 106.926.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 23 juillet 2014 à Luxembourg,
1 rue Joseph Hackin*

Résolution:

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs comme suit:

- M. Jean-Paul Auguste, 15, Allée du Jardin Anglais, F-93340 Le Raincy et
- Mme Caroline Sicot, 15, Allée du Jardin Anglais, F-93340 Le Raincy
en tant qu'administrateurs de la catégorie «A»,
- M. Koen Lozie, 61, Grand-Rue L-8510 Redange-sur-Attert, et
- M. Joseph Winandy, 92, rue de l' Horizon, L-5960 Itzig
en tant qu'administrateurs de la catégorie «B»,

Le mandat des Administrateurs viendra à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2014.

L'Assemblée reconduit, à l'unanimité, le mandat de Pierre SCHILL en tant que Commissaire aux Comptes pour un terme devant expirer à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui délibérera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014131268/26.

(140148935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

CVI EMCVF Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 167.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014131155/9.

(140148635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

BSI-Multinvest SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 74.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BSI-MULTINVEST

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014131086/11.

(140149074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Geplux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2323 Luxembourg, 2, boulevard John-Joseph Pershing.
R.C.S. Luxembourg B 78.228.

Les statuts coordonnés de la prédite société au 13 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beringen, le 19 août 2014.

Maître Marc LECUIT

Notaire

Référence de publication: 2014131867/13.

(140149382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Adrenova S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 9, boulevard Dr Charles Marx.
R.C.S. Luxembourg B 135.738.

Extrait des résolutions du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires pour l'exercice 2013 tenue à 18.30 heures le 1^{er} Juillet 2014

4- L'assemblée générale renouvelle les mandats des administrateurs, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

- *Administrateurs:*

* Servigest S.A., R.C.S. Luxembourg B 80.516, 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

* Compagnie de Gestion S.A., R.C.S. Luxembourg B 97.878, 8, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg;

* Gestion & Administration S.A., Company Nr. 29441, Vaea Street, Lev.2, Nia Mall, WS Apia, Samoa Occidentales;

- *Administrateur-délégué:*

* Servigest S.A., R.C.S. Luxembourg B 80.516, 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg;

- *Commissaire aux comptes:*

* Wilbur Associates Ltd, IBC 125200, Union court Building, Elizabeth Avenue & Shirley Street n° S-E2, Nassau, N-8188 Bahamas

qui tous acceptent, pour l'exercice 2014 et jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Référence de publication: 2014131047/21.

(140149267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

RJ Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.015.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth day of July.

Before us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

Mr Roberto Quarta, born on 10 May 1949 in Piacenza (Italy), residing at Lane End Cottage, Ascott, Shipston-on-Stour, Warwickshire, CV36 5PP, England,

here represented by Mrs Juliette Feitler, lawyer, residing professionally in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in London, on July 7, 2014.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of RJ Two S.à r.l. (hereinafter the “Company”), a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B number 168.015, incorporated pursuant to a notarial deed of migration on 23 December 2011 and published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* number 1284 on 23 May 2012. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 8 April 2014, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

The sole shareholder of the Company, represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Reduction of the share capital of the Company by an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) in order to reduce it from its present amount of two hundred thousand US Dollars (USD 200,000) down to one hundred eighty thousand US Dollars (USD 180,000) through the cancellation by the Company of all the twenty thousand (20,000) class J shares having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each;

2. Amendment of article 2.1 of the Company’s articles of association.

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the sole shareholder of the Company takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

In accordance with article 2.6 and following of the articles of association of the Company and following the redemption of all the twenty thousand (20,000) class J shares by the Company from the sole shareholder for a redemption price determined in accordance with the articles of association of the Company, the sole shareholder of the Company resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000) so as to reduce it from its present amount of two hundred thousand US Dollars (USD 200,000) down to one hundred eighty thousand US Dollars (USD 180,000) through the cancellation by the Company of all the twenty thousand (20,000) class J shares having a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, which are temporarily held by the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the sole shareholder of the Company decides to amend article 2.1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“ **2.1.** The share capital of the Company is set at one hundred eighty thousand US dollars (USD 180,000) divided into one hundred eighty thousand (180,000) alphabet shares in registered form divided into:

- twenty thousand (20,000) class A shares,
- twenty thousand (20,000) class B shares,
- twenty thousand (20,000) class C shares,
- twenty thousand (20,000) class D shares,
- twenty thousand (20,000) class E shares,
- twenty thousand (20,000) class F shares,
- twenty thousand (20,000) class G shares,
- twenty thousand (20,000) class H shares, and
- twenty thousand (20,000) class I shares;

(the "Alphabet Shares" or the "Shares"), each share with a nominal value of one US Dollar (USD 1) entirely paid in, and with the rights and obligations as set out in these articles of association.

The holder(s) of the Alphabet Shares are hereinafter individually referred to as a "Shareholder" and collectively as the "Shareholders".

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at two thousand euro (EUR 2,000).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuf juin.

Par devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg

A COMPARU:

Monsieur Roberto Quarta, né le 10 mai 1949 à Piacenza (Italie), résidant à Lane End Cottage, Ascott, Shipston-on-Stour, Warwickshire, CV36 5PP, Angleterre,

ici représenté par Madame Juliette Feitler, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 7 juillet 2014, et

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de RJ Two S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.015, suivant un acte notarié en date du 23 décembre 2011 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1284 le 23 mai 2012. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois en vertu d'un acte du notaire soussigné en date du 8 avril 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'associé unique de la Société, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a requis le notaire soussigné d'acter que l'ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

1. Réduction du capital social de la Société d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) afin de le réduire de son montant actuel de deux cent mille dollars américains (USD 200.000,-) à cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 180.000,-) par le biais de l'annulation par la Société de la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune;

2. Modification de l'article 2.1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'associé unique de la Société adopte, et requiert au notaire soussigné d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à l'article 2.6 et suivants des statuts de la Société et suite au rachat de la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales de classe J par la Société à l'associé unique pour un prix de rachat déterminé conformément aux statuts de la Société, l'associé unique de la Société décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) pour le réduire de son montant actuel de deux cent mille dollars américains (USD 200.000,-) à cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 180.000,-) par le biais de l'annulation par la Société de la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales de classe J ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, qui sont temporairement détenues par la Société.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'associé unique de la Société décide de modifier l'article 2.1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« 2.1. Le capital social de la Société est fixé à cent quatre-vingt mille dollars américains (USD 180.000,-) divisé en cent quatre-vingt mille (180.000) parts sociales alphabet sous forme nominative, divisées en:

- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe A,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe B,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe C,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe D,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe E,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe F,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe G,
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe H, et
- vingt-mille (20.000) parts sociales de classe I;

(les «Parts Sociales Alphabet» ou les «Parts Sociales»), ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune, entièrement libérées, et ayant les droits et obligations tels qu'énoncé dans les présents statuts.

Le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Alphabet sont ci-après individuellement désignés comme un «Associé» et collectivement comme les «Associés».

Frais et dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de cet acte sont évalués à deux mille euros (EUR 2.000).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel et demeure, ledit mandataire du comparant a signé avec, le notaire, le présent acte.

Signé: J. Feitler, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 11 juillet 2014. REM/2014/1517. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014132738/137.

(140149960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Twelve Butternuts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 170.195.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69112 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014132142/10.

(140149480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Arcus European Trains Luxembourg GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 182.172.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 août 2014.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014131037/13.

(140148960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Hamilton Holding S.à r.l., Société en Commandite spéciale.

Capital social: EUR 3.265.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.602.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the thirty-first day of July.

Before Us Maître Henri Hellinckx, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Sancere Limited, a private limited liability company incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at CTV House La Pouquelaye St Helier Jersey JE2 3TP and registered with the Jersey Companies Registry under number 112584 (the “Unlimited Partner” or the “General Partner”);

and

Chablis 2011 Limited, a private limited liability company incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at CTV House La Pouquelaye St Helier Jersey JE2 3TP and registered with the Jersey Companies Registry under number 109095 (the “Limited Partner”),

Both appearing parties being duly and respectively represented by Solange Wolter-Schieres, notary’s clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of two powers of attorney given under private seal.

The said powers of attorney signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing persons, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to draw up the partnership agreement of a special limited partnership (*société en commandite spéciale*), which they declare to set up as follows:

Art. 1. Corporate form. There is formed between one unlimited partner, “associé commandité”, (the “General Partner”) and one limited partner, “associé commanditaire”, (the “Limited Partner”), (together the “Partners” or each individually a “Partner”) a special limited partnership (*société en commandite spéciale*) (hereafter the “Partnership”) which will be governed by current Luxembourg laws, in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the “Law”), as well as by the present partnership agreement, as amended and restated as the case may be from time to time (the “Partnership Agreement”).

The Partnership shall not constitute a legal entity distinct from its Partners.

Art. 2. Denomination. The Partnership will have the denomination Hamilton Holding S.C.Sp.

Art. 3. Corporate object. The object of the Partnership is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Partnership may in particular acquire by subscription, purchase, contribution and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may be involved in the management and control of the acquired companies or enterprises. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Partnership may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Partnership may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company belonging to the same group of companies than the Partnership. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company belonging to the same group of companies than the Partnership. The Partnership may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Partnership may also carry out any such transactions which are related directly or indirectly to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Duration. The Partnership is formed for an unlimited period of time.

The existence of the Partnership does not come to an end by death, suspension of civil rights, dissolution, liquidation, bankruptcy or insolvency of the General Partner, even if there is no other general partner. In such a case the Partnership will continue to exist and the General Partner shall be replaced in accordance with article 22-8 of the Law.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Partnership is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a simple decision of the General Partner.

The Partnership may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the Partners of the Partnership should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Partnership at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Partnership which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg partnership. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager of the Partnership.

Art. 6 Partnership interest.

6.1 Subscribed capital

The capital is fixed at three million two hundred sixty five thousand Euros (EUR 3,265,000) represented by ten thousand (10,000) partnership interests without nominal value (the "Partnership Interests"), with 0.11% unlimited Partnership Interests held by the General Partner, and 99.89% limited Partnership Interests held by the Limited Partner which are all fully subscribed.

The Partnership Interests are represented by registered titles ("titres") or by equity accounts upon discretionary decision of the General Partner.

6.2 Modification of capital

The General Partner has a discretionary power to decide to increase at any time the Partnership's capital in such proportion and manner that it determines. In this respect, the General Partner has a discretionary power to accept the contributions made to the Partnership by the Partners and to determine the modalities of carrying out and paying-up of these contributions.

The General Partner has a discretionary power to decide to reduce the Partnership's capital or redeem the Partnership Interests in such proportion and manner that it determines. In this respect, the General Partner has a discretionary power regarding the reimbursement of the Partnership Interests to the Partners by the Partnership and the modalities and conditions linked to such reimbursement.

Any amendment to the Partnership Agreement to be implemented in connection with any provision of this article 6 may be undertaken solely and directly by the General Partner.

6.3 Voting Rights

Each unlimited and limited Partnership Interest confers an identical voting right in partners meetings.

6.4 Indivisibility of Partnership Interests

Towards the Partnership, the Partnership Interests are indivisible, since only one owner is admitted per Partnership Interest. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Partnership.

6.5 Transfer of Partnership Interests

Unlimited Partnership Interests and limited Partnership Interests are non transferable (e.g. Partnership Interests sale and purchase, contribution, stripping or pledge) unless such transfer is agreed by the unanimous consent of all the Partners.

Any transfer of unlimited or limited Partnership Interests will be duly registered in the register of the Partnership. Furthermore, transfers of Partnership Interests shall not be valid vis-à-vis the General Partner or third parties until they shall have been notified to the Partnership or accepted by it.

6.6 Registration of the Partnership Interests

All Partnership Interests are in registered form, in the name of a specific person or entity and recorded in the Partnership's register.

A register will be kept at the registered office of the Partnership, where it will be available for inspection by any Partner. The register shall include:

- A full up-to-date certified copy of the Partnership Agreement;
- The list of all the Partners mentioning their name, surname, occupation and private or professional address or in case of legal entity, their denomination, legal form, registered office and number of registration with the relevant trade and companies register, together with the number of Partnership Interests they respectively hold; and
- The indication of Partnership Interests transfers together with the date of the notice or acceptance of these transfers by the Partnership.

Art. 7. Liability of the partners. Subject to article 152 of the Law, the General Partner is liable towards third parties for all and any liabilities of the Partnership.

The Limited Partner is liable up to the amount of its Partnership Interest contribution.

Art. 8. Management.

8.1 Power of the General Partner

The Partnership is managed and represented by one manager who shall be the General Partner. In dealing with third parties, the General Partner will have all powers to act in the name of the Partnership in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's objects and provided the terms of this article 8 shall have been complied with. The General Partner is notably competent for all matters except for those expressly reserved to the general meeting of the Partners in accordance with the Law and the Partnership Agreement.

8.2 Representation and signatory power

The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner.

The General Partner may from time to time sub-delegate part of its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be Partner(s) or manager(s) of the Partnership and who shall only be responsible for the execution of his/her/its/their mandate(s).

The General Partner will determine the powers, the duties, responsibilities and remuneration (if any) of these agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/its/their agency.

The General Partner may take resolutions in writing.

8.3 Limited Partner

The Limited Partner shall take no part in the management of the Partnership in the meaning of articles 8.1 and 8.2 of the present Partnership Agreement, and shall have no right or authority to act for the Partnership or to take any part in or in any way to interfere in the management of the Partnership.

The Limited Partner shall become liable towards third parties for the management actions that it has undertaken in prohibition with that provision and for management actions it has not undertaken should it has usually performed management acts.

Nevertheless, this prohibition is not applicable when the Limited Partner is:

- exercising rights attached to the status of a Partner in the Partnership;
- providing advice or consultation to the Partnership, its affiliated entities or their managers;
- performing acts of control and supervision over the business of the Partnership;
- granting loans, guarantees or security or any other form of assistance to the Partnership or its affiliated entities; or
- giving authorizations to the managers in the circumstances provided for in the Partnership Agreement for acts beyond their powers.

The Limited Partner may, without losing the benefit of its limited liability, also act as a member of a management body or agent of a manager of the Partnership, even if such manager is an unlimited partner; or sign on behalf of a manager, even if the latter acts in its capacity as representative of the Partnership, provided that the function of agent under which it is acting is mentioned.

Art. 9. General meetings of partners. Each Partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of Partnership Interests owned.

Decisions reserved by law or the present Partnership Agreement (such as, without prejudice to article 6.2 last paragraph, any amendment to the Partnership Agreement) to the Partners must be resolved upon by the Partners.

Any amendment of the corporate object, as well as the change of nationality or a conversion of the Partnership must be decided upon by a vote of the Partners representing three-quarters of the Partnership Interests, with the consent of the General Partner. For any other amendment, resolutions of the Partners shall be adopted at general meetings or by way of written resolutions and validly adopted by a majority of the votes representing at least 50% of the Partnership Interests, including the affirmative vote of the General Partner.

Decisions of the Partners in writing approved and signed by all Partners shall have the same effect as resolutions passed at a partners' meeting. In such case, each Partner shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each Partner shall vote in writing.

Partners' meeting shall be convened by the General Partner or Partner(s) holding more than half of the Partnership Interests pursuant to a written notice setting forth the agenda sent by e-mail with acknowledgement of receipt to all Partners at least five days prior to the meeting. If all Partners are present or represented at a meeting of partners and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All notices must specify the time and place of the meeting.

Any Limited Partner may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be Partner.

One or more Partner(s) may participate in a meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication.

Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

Art. 10. Financial year. The Partnership's financial year begins on 1 April and closes on 31 March of each year.

Art. 11. Dissolution / Liquidation. In the event of dissolution of the Partnership, the liquidation will be carried out by the General Partner.

The dissolution of the Partnership will require the unanimous consent of the Partners of the Partnership.

When the liquidation of the Partnership is closed, the proceeds of the Partnership will be attributed to the Partners pro rata to their Partnership Interest.

Art. 12. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Partnership Agreement.

Transitory provision

The first accounting year of the Partnership shall begin on the date hereof and shall end on 31 March 2015.

Subscription - Payment

There appearing parties hereby declare to subscribe to the Partnership Interests as follows:

- the General Partner, aforementioned, who declares to subscribe to 0.11% unlimited partnership interests without any nominal value, which have been fully paid up through a contribution in kind consisting in a claim of an aggregate amount of three thousand five hundred and ninety-one Euro and fifty Cents (EUR 3,591.50);

and

- the Limited Partner, aforementioned, who declared to subscribe to 99.89% limited partnership interests without any nominal value, which have been fully paid up through a contribution in kind consisting in all the shares of

J.S. Hamilton Poland S.A., a Polish public limited liability company, incorporated under the laws of Poland, having its registered office at CHWASZCZY SKA, nr 180, GDYNIA, 81-571, GDYNIA, Poland and registered with the Polish register under number 0000457421 having an aggregate book value of three million two hundred sixty one thousand four hundred eight Euros and fifty cents (EUR 3,261,408.50).

Valuation

The net value of the contribution above amounts to a total of EUR 3,265,000 (three million two hundred sixty five thousand Euros).

Such valuation has been approved by the General Partner of the Partnership pursuant to a statement of contribution value dated 31 July 2014.

The said statement of contribution value, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary shall remain attached to this deed to be filed with it with the registration authorities.

The contribution is fully allocated to the Partnership's capital.

Resolutions of the partners

Immediately after the setting-up of the Partnership, the persons appearing, represented as stated above, have passed the following resolutions:

The registered office of the Partnership shall be established at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Partnership as a result of its formation are estimated at EUR 3,800.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail between the parties.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le trente et un juillet.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

Sancere Limited, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de Jersey, ayant son siège social à CTV House La Pouquelaye St Helier Jersey JE2 3TP et immatriculée auprès du registre des sociétés de Jersey sous le numéro 112584 (l'«Associé à Responsabilité Illimitée» ou l'«Associé Commandité»);

Et

Chablis 2011 Limited, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de Jersey, ayant son siège social à CTV House La Pouquelaye St Helier Jersey JE2 3TP et immatriculée auprès du registre des sociétés de Jersey sous le numéro 109095 (l'«Associé Commanditaire»),

Les comparantes sont représentées par Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec les autorités d'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société en commandite spéciale, qu'elles déclarent constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé entre un associé commandité (l'«Associé Commandité») et un associé commanditaire (l'«Associé Commanditaire»), (ensemble les «Associés» ou séparément l'«Associé»), une société en commandite spéciale (ci-après, la «Société») qui sera régie par les lois luxembourgeoises en vigueur, et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée («la Loi»), ainsi que par le présent contrat social, tel que modifié le cas échéant («les Statuts»). La Société ne représentera pas une entité légale distincte de celle de ses Associés.

Art. 2. Dénomination. La Société aura la dénomination Hamilton Holding S.C.Sp.

Art. 3. Objet social. L'objet social de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, apport et échange, ou de toute autre manière des actions, parts sociales et autres titres de participations, obligations, créances, certificat de dépôt ainsi que d'autres titres de créances et plus généralement toute valeur mobilière et instrument financier émis par une entité publique ou privée. Elle pourra prendre part à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise qu'elle a acquis. Elle pourra participer à la constitution, au développement, la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine. La Société peut emprunter de l'argent sous quelque forme que ce soit sauf par appel public à l'épargne. Elle ne pourra procéder qu'à des émissions privées de billets à ordre, d'obligations, créances et tout autre type de titre de dette ou de participation. La Société pourra prêter des fonds, incluant les produits de tout emprunt et/ou émissions de titres de créances à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société appartenant au même groupe de sociétés que la Société. Elle pourra aussi garantir et accorder des garanties au profit de tiers pour ses propres obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société appartenant au même groupe de sociétés que la Société. La Société pourra également gager, transférer, grever ou placer tout ou partie de ses biens en garantie d'une obligation.

La Société peut aussi accomplir toute transaction en rapport direct ou indirect à la mise en oeuvre de son objet social.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de la dissolution, de la liquidation, de la faillite ou de l'insolvabilité de l'Associé Commandité, même s'il n'existe aucun autre associé commandité. Dans une telle situation, la Société continuera d'exister et l'Associé Commandité devra être remplacé selon les modalités prévues à l'article 22-8 de la Loi.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision de l'Associé Commandité.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans la situation où les Associés ou la Société estiment que des circonstances exceptionnelles d'ordre politique, économique ou social passées ou imminentes pourraient avoir des conséquences sur l'activité normale de la Société à son siège social ou sur la bonne communication entre le siège social et des personnes se trouvant à l'étranger, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à l'arrêt complet de ces circonstances exceptionnelles; de telles mesures temporaires n'auraient aucune conséquence sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert temporaire de son siège social, restera une société de droit luxembourgeois. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toutes personnes intéressées par le gérant de la Société.

Art. 6. Parts d'intérêt.

6.1 Capital souscrit

Le capital social est fixé à trois millions deux cent soixante-cinq mille Euros (3.265.000 EUR) représenté par dix mille (10.000) parts d'intérêts sans valeur nominale (les «Parts d'Intérêts»), dont 0,11% des Parts d'Intérêts à responsabilité illimitée sont détenues par l'Associé Commandité, et 99,89% des Parts d'Intérêts à responsabilité limitée sont détenues par l'Associé Commanditaire, toutes entièrement souscrites.

Les Parts d'Intérêts sont représentées par des titres nominatifs ou par des comptes en capital sur décision discrétionnaire de l'Associé Commandité.

6.2 Modification du capital social

L'Associé Commandité a le pouvoir discrétionnaire de décider de l'augmentation, à tout moment, du capital de la Société, dans une proportion et selon la manière qu'il détermine. A cette fin, l'Associé Commandité a un pouvoir discrétionnaire d'accepter les apports effectués à la Société par les Associés et de déterminer les modalités des apports et de leur libération.

L'Associé Commandité a un pouvoir discrétionnaire de décider de la réduction du capital de la Société ou du remboursement des Parts d'Intérêts dans une proportion et selon la manière qu'il détermine. A cette fin, l'Associé Commandité a un pouvoir discrétionnaire relatif au remboursement des Parts d'Intérêts aux Associés par la Société et aux modalités et conditions liées à un tel remboursement.

Toute modification des Statuts devenue nécessaire en application du présent article 6 pourra être entreprise de façon autonome et directement par l'Associé Commandité.

6.3 Droits de vote

Chaque Part d'Intérêts à responsabilité limitée ou illimitée confère un droit de vote identique au cours des assemblées des associés.

6.4 Indivisibilité des Parts d'Intérêts

Envers la Société, les Parts d'Intérêts sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par Part d'Intérêts. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 Transfert de Parts d'Intérêts

Les Parts d'Intérêts à responsabilité illimitée et les Parts d'Intérêts à responsabilité limitée ne sont pas transmissibles (par exemple, vente et achat, apport, démembrement ou gage des Parts d'Intérêts) sauf si un tel transfert est autorisé par l'accord unanime des Associés.

Tout transfert de Parts d'Intérêts à responsabilité illimitée ou à responsabilité limitée fera l'objet d'une inscription dans le registre des associés de la Société. De plus, les transferts de Parts d'Intérêts ne seront pas valides à l'égard de l'Associé Commandité ou des tiers tant qu'ils n'auront pas été notifiés à la Société ou accepté par elle.

6.6 Enregistrement des Parts d'Intérêts

Toutes les Parts d'Intérêts sont nominatives, au nom d'une personne physique ou morale déterminée et sont inscrites sur le registre des associés de la Société.

Un registre sera conservé au siège social de la Société, où il sera accessible à la consultation par tout Associé. Le registre doit comporter:

- Une copie certifiée conforme de l'intégralité des Statuts mis à jour;
- La liste de tous les Associés avec l'indication de leur nom, prénom, profession et adresse privée ou professionnelle, ou en présence d'une personne morale, la dénomination sociale, forme sociale, siège social et numéro d'identification avec l'indication du registre de commerce et des sociétés correspondant, ensemble avec le nombre de Parts d'Intérêts qu'ils détiennent respectivement; et
- L'indication des transferts de Parts d'Intérêts avec la date de notification ou d'acceptation de ces transferts par la Société.

Art. 7. Responsabilité des associés. Sous réserve de l'article 152 de la Loi, l'Associé Commandité est tenu envers les tiers de toutes les dettes de la Société.

L'Associé Commanditaire est tenu à hauteur de son apport en Parts d'Intérêts.

Art. 8. Gérance.

8.1 Pouvoirs de l'Associé Commandité

La Société est gérée et représentée par un gérant qui est l'Associé Commandité. Dans ses rapports avec les tiers, l'Associé Commandité aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société, et ce en toute circonstance, ainsi que pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformément à l'objet social de la Société sous réserve que les conditions de cet article 8 aient été remplies. L'Associé Commandité est notamment compétent pour tout ce qui ne relève pas expressément de l'assemblée générale des Associés conformément à la Loi et aux Statuts.

8.2 Représentation et signature autorisée

La Société est engagée par la seule signature de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité pourra déléguer une partie de ses pouvoirs pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataire(s) ad hoc, qui peuvent ne pas être Associé(s) ou gérant(s) de la Société et qui ne seront responsable que des actes faisant l'objet de leur(s) mandat(s).

L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs, devoirs, responsabilités et rémunération (le cas échéant) du ou des mandataire(s), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

L'Associé Commandité pourra prendre à cet effet des résolutions par écrit.

8.3 Associé Commanditaire

L'Associé Commanditaire ne doit pas prendre part à la gestion de la Société conformément aux articles 8.1 et 8.2 des présents Statuts, et n'aura aucun droit ou autorité afin d'agir pour la Société ou de prendre part ou intervenir d'une quelconque façon dans la gestion de la Société. L'Associé Commanditaire sera responsable à l'égard des tiers, de tous les engagements de la société auxquels il aurait participé en contravention avec ce paragraphe et des engagements auxquels il n'aurait pas participé, s'il a habituellement fait des actes de gestion à l'égard de ceux-ci.

Néanmoins, cette interdiction n'est pas applicable lorsque l'Associé Commanditaire:

- Exerce des prérogatives d'associé;
- Donne des avis et des conseils à la Société, à ses entités affiliées ou à leurs gérants;
- Contrôle et surveille l'activité de la Société;
- Octroi de prêts, des garanties ou des sûretés ou toute autre assistance à la Société ou ses entités affiliées;
- Donne des autorisations aux gérants dans les cas prévus dans les Statuts pour les actes qui excèdent leurs pouvoirs.

L'Associé Commanditaire peut agir en qualité de membre d'un organe de gestion ou mandataire d'un gérant de la Société, même associé commandité, ou prendre la signature sociale de ce dernier, même agissant en tant que représentant de la Société, sans encourir de ce fait une responsabilité indéfinie et solidaire des engagements sociaux à condition que la qualité de représentant en laquelle il intervient soit indiquée.

Art. 9. Assemblée générale des associés. Chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts d'Intérêts qu'il détient.

Les décisions réservées par la Loi ou les présents Statuts (tel que, sans préjudice de l'article 6.2 dernier paragraphe, toute modification des Statuts) aux Associés doivent faire l'objet d'une décision des Associés.

Toute modification de l'objet social, tout comme la modification de la nationalité ou la transformation de la Société doit être décidée par un vote des Associés représentant les trois-quarts des Parts d'Intérêts, avec le consentement de l'Associé Commandité. Pour toute autre modification, les décisions des Associés devront être adoptées en assemblées générales ou par la voie de résolutions écrites et valablement adoptées par la majorité des votes représentant au moins 50% des Parts d'Intérêts, dont le vote positif de l'Associé Commandité.

Les décisions des Associés prises par écrit approuvées et signées par tous les Associés auront la même force que des résolutions adoptées au cours d'une assemblée des associés. Dans ce cas, chaque Associé recevra l'intégralité du texte de chaque résolution ou décision à prendre, transmise par écrit ou par fax, télégramme, télex, téléfax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication à disposition. Chaque Associé doit voter par écrit.

Les assemblées des Associés doivent faire l'objet d'une convocation de la part de l'Associé Commandité ou d'Associé(s) possédant plus de la moitié des Parts d'Intérêts par une convocation écrite décrivant l'ordre du jour envoyé par e-mail avec accusé de réception à tous les Associés au moins cinq jours avant la tenue de l'assemblée. Si tous les Associés sont présents ou représentés à une assemblée des associés et s'ils déclarent qu'ils ont été tenus informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Toutes les convocations doivent indiquer l'heure et le lieu de l'assemblée.

Tout Associé Commanditaire peut agir à toute assemblée générale en nommant, par écrit ou par fax, télégramme, télex, téléfax, courrier électronique ou tout autre moyen de communication à disposition, une autre personne qui n'est pas nécessairement un Associé.

Un ou plusieurs Associé(s) pourront participer à une assemblée par l'intermédiaire d'une conférence téléphonique, une conférence vidéo ou par toute autre moyen de communication similaire. Une telle participation sera équivalente à une participation physique à l'assemblée.

Art. 10. Comptes annuels. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

Art. 11. Dissolution / Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par l'Associé Commandité.

La dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision unanime des Associés de la Société.

Lorsque la liquidation de la Société est close, le boni de liquidation de la Société sera attribué aux Associés au prorata de leur Parts d'Intérêts.

Art. 12. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus par les présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale de la Société commencera à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 mars 2015.

Souscription - Libération

Les comparantes déclarent souscrire au Parts d'Intérêt comme suit:

- L'Associé Commandité, susmentionné, déclare souscrire à 0,11% des parts d'intérêt à responsabilité illimitée sans valeur nominale, qui ont été entièrement libérées par un apport en nature composé d'une créance d'un montant de trois mille cinq cent quatre-vingt-onze Euros et cinquante Cents (EUR 3.591,50);

et

- L'Associé Commanditaire, susmentionné, déclare souscrire à 99,89% des parts d'intérêt à responsabilité limitée sans valeur nominale, qui ont été entièrement libérées par un apport en nature composé des actions de la société J.S. Hamilton Poland S.A., une société anonyme de droit polonais, constituée sous les lois polonaises, dont le siège social est sis à CHWASZCZY SKA, nr 180, GDYNIA, 81-571, GDYNIA, Pologne et inscrite auprès du registre des sociétés polonais sous le numéro 0000457421, ayant une valeur comptable globale de trois millions deux cent soixante et un mille quatre cent huit euros et cinquante centimes (EUR 3.261.408,50).

Evaluation

La valeur nette de l'apport ci-dessus s'élève à la somme totale de 3.265.000 EUR (trois millions deux cent soixante-cinq mille euros).

Cette évaluation a été approuvée par l'Associé Commandité de la Société conformément à une déclaration sur la valeur de l'apport datée du 31 juillet 2014.

Cette déclaration, après avoir été signée ne varietur par les comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise vec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'apport est alloué entièrement au capital social de la Société.

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont pris les résolutions suivantes:

Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 3.800,-

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que les comparante ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdites comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra entre les parties.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. WOLTER-SCHIERES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 août 2014. Relation: LAC/2014/37080. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014131881/421.

(140149726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Fin-Astra Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 76.394.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Riccardo Incani a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 21 juillet 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIN-ASTRA LUX S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014132447/13.

(140150700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 août 2014.

Immo 3 Rue Jean Monnet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 189.621.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the 30th day of July.

Before Maître Roger Arrensdorff, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Appeared:

Banque LBLux S.A., in abbreviated form LBLux, (1973 2200 14584) a public limited company (société anonyme), incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, and registered at the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 11.035, represented by Brigitte Czoske, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal on July 29th, 2014.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

Chapter I^{er} . - Form, Name, Registered office, Object, Duration.

Art. 1. Form, Corporate Name. There exists under the name of "Immo 3 Rue Jean Monnet S.à r.l." a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of incorporation (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg. The board of managers is authorised to change the address of the registered office of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by the board of managers.

Art. 3. Corporate Objectives.

3.1 The object of the Company is the acquisition, holding administration, management, enhancement and disposal of real estate properties and participations in all kind of projects and companies in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and related activities.

3.2 The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies or funds in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies/funds as the Company, grant loans or otherwise assist the companies or funds in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies/funds as the Company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets.

3.3. The Company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

3.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. - Capital, Shares.

Art. 5. Corporate Capital.

5.1 The share capital is set at five hundred and twelve thousand five hundred Euros (EUR 512,500.-) represented by five thousand one hundred twenty-five (5,125) shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

5.2 In addition to the share capital as set forth in the above section 5.1, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid or reserve allocated in relation to any share or not is transferred. It is being understood that any amount of share premium paid or any amount of reserve allocated to any share, shall be reserved and repaid to the holder of such share, in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve (whether directly or in relation to a decrease of the share capital, the repurchase of own shares, liquidation or any other transaction whatsoever resulting in a reimbursement of share premium or reserve). However, in case no share would have been issued in consideration for the contribution made to the reserve account, the amount of such reserve account shall be repaid to the shareholder(s) prorate their shareholding at the date of its reimbursement.

5.3. In any case, the reimbursement of such share premium or reserve account shall be decided by a decision of the sole shareholder or the shareholders based on a statement of account of the manager(s) and showing that sufficient funds are available for its reimbursement. 5.4 Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings of shareholders.

Art. 6. Capital Amendment. The capital may be modified at any time by a decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting, adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

Art. 7. Distribution Right of Shares. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisibility of Shares. The Company will recognize only one holder per share. Joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders.

In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Each shareholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of the shares without the prior consent of the majority of the shareholders owning at least three-quarter of the Company's share capital.

The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

The Company may purchase its own shares.

Chapter III. - Management.

Art. 10. Management. The Company may be managed by a sole manager or a board of managers. The managers need not to be shareholders. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the board of managers, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or e-mail or letter another manager as his proxy.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Written resolutions of the board of managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax, e-mail. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of managers' meetings, physically held.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be validly signed by one manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be validly signed by one manager.

Art. 11. Powers of the manager. In dealing with third parties, the sole manager or the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers. The board of managers, may, in particular, enter into service agreements, administration agreements and share purchase agreements.

Art. 12. Representation of the Company. The Company shall be bound by the signature of the Company's sole manager or in case of a board of managers by the joint signature of any two members of the board of managers or by the joint or sole signature of any person(s) to which the sole manager or the board of managers has validly delegated such power.

Art. 13. Liabilities of the manager. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Chapter IV. - Decisions of the sole shareholder - General meeting of shareholders

Art. 14. Powers of the General Meeting of Shareholder(s). In case of a plurality of shareholders, each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing (or, if the shareholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing or by telefax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder himself.

The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these Articles. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital.

The shareholders may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

In the case of a sole shareholder, such shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law. In such case, any reference made herein to the “general meeting of shareholders” shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder. The decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Chapter V. - Financial year - Annual accounts.

Art. 15. Business Year. The Company’s financial year starts on the 1st January and ends on the 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company’s accounts are established and the board of managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company’s assets and liabilities.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory and balance sheet at the Company’s registered office.

Art. 16. Allocation and Distribution of the Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. Each year, five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,
2. These accounts show a distributable profit including profits carried forward,
3. The decision to pay interim dividends is taken by a general meeting of the shareholders or by the board of managers,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the significant creditors of the Company are not threatened.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation.

Art. 17. Causes of Dissolution. The death, legal incapacity, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any similar event regarding the sole shareholder or any of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 18. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who need not be shareholders, and who are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the shares of the Company held by them.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII. - Applicable law.

Art. 19. Applicable Law. These Articles shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law.

All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

Subscription - Payment

All the five thousand one hundred twenty-five (5,125) shares representing the entire capital have been entirely subscribed by Banque LBLux S.A., and are fully paid up for an amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) in cash, and for an amount of EUR 500,000 (five hundred thousand euro) through a contribution in kind of a real estate property describe hereafter and as held by the Banque LBLux S.A. (the "Real Estate Property"). Therefore the amount of five hundred twelve thousand five hundred Euro (EUR 512,500.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

A blocking certificate of an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) has been given to the notary.

Description of the contribution in kind

A commercial building located at 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (Kirchberg), and registered at the cadastral register as follows:

In the city of Luxembourg, Section ED of Neudorf.

- Number 435/4473, locality: "Rue Jean Monnet", place (occupied) commercial buildings / undefined buildings, with capacity of 90 ares 62 centiares.

Title of property

The holder has bought this real estate as follows:

- by an administrative act on September 29th, 1995, transcribed in the Conservation des Hypothèques de Luxembourg I on November 8th, 1995, volume 1438, n°13;

- by an administrative act on June 13th, 1989, transcribed in the Conservation des Hypothèques de Luxembourg I on June 16th, 1989, volume 1167, n°123;

- by an administrative act on August 7th, 1990, transcribed in the Conservation des Hypothèques de Luxembourg I on August 14th, 1990, volume 1220, n°104.

Valuation

The real estate is valued at fifty-one million of Euro (EUR 51,000,000.-).

Evidence of the Contribution

Proof of the ownership and the value of the Real Estate Property has been given to the notary by the appearing party and such evaluation has been confirmed to the notary by the sole shareholder of the Company.

Completion of the Contribution

Banque LBLux S.A., prenamed and duly represented, hereby certifies that at the time of the contribution:

- it is the owner of the Real Estate Property;
- all the formalities have been completed and corporate approvals been given;
- it is duly authorized to take any action and do everything necessary in relation with the transfer of the Real Estate Property;
- to the best knowledge of Banque LBLux S.A., the Real Estate Property is free of claims of third parties, liens and encumbrances and charges and is freely transferrable.

In case additional formalities would be required to complete the contribution in kind of the Real Estate Property, the appearing party undertakes to take any action in relation thereof as soon as possible.

Statement

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

Extraordinary General meeting of Shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) Are appointed as managers for an undetermined period:

- Mr Norbert Palsa, born on 28.12.1956 in Waldkirchen, Germany, professionally residing in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg; and

- Mr Guido Schmitt, born on 30.10.1970 in Trier, Germany, professionally residing in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

3) By the before contribution in kind and making reference to its valuation an amount of EUR 50,448,750 (fifty million four hundred forty-eight thousand and seven hundred fifty euros) are allocated as capital reserve and an amount of EUR 51,250 (fifty-one thousand two hundred fifty euros) are allocated to the legal reserve of the Company.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahre zweitausendvierzehn, am 30. Juli.

Vor Uns Notar Roger ARRENSDORFF, im Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Die Banque LBLux S.A., in Abriss LBLux, (1973 2200 14584) ein société anonyme mit Sitz in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 11.035,

hier vertreten durch Brigitte Czoske, Rechtsanwältin, geschäftlich ansässig in Luxemburg, auf Grund einer ihr unter Privatschrift erteilten Vollmacht vom 29. Juli 2014,

welche Vollmacht nach ne varietur Unterzeichnung durch den Komparenten und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden;

Welche Komparentin den unterzeichnenden Notar ersucht, die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung, eine société à responsabilité limitée nach luxemburgischem Recht wie folgt zu beurkunden:

Kapitel I. - Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer.

Art. 1. Form, Bezeichnung. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Firmennamen „Immo 3 Rue Jean Monnet S.à r.l.“ (nachstehend die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen der sie betreffenden Gesetze, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz über Handelsgesellschaften“) und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung unterliegt (nachstehend die „Statuten“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Der Sitz kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Sollte der Rat der Geschäftsführer feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen können, so kann der Gesellschaftssitz durch den Rat der Geschäftsführer vorübergehend bis zur vollständigen Normalisierung der Verhältnisse ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche trotz einer vorübergehenden Verlegung ihres Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Art. 3. Zweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, Halten, Verwaltung und Management sowie Entwicklung und Veräußerung von Immobilien und Beteiligungen jedweder Art und Form an in- und ausländischen Projekten und Gesellschaften sowie aller damit zusammenhängenden Tätigkeiten.

3.2 Die Gesellschaft kann ferner für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Dritten gegenüber Garantien geben, Sicherheiten einräumen, um ihre Verpflichtungen oder die Verpflichtungen dieser Gesellschaften/Fonds zu sichern, ihnen Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen. Die Gesellschaft kann des weiteren Teile ihres Guthabens verpfänden, übereignen, belasten oder anderweitig ein Sicherungsrecht daran bestellen.

3.3 Die Gesellschaft kann in jeder Form Geld leihen sowie Wechsel, Schuldverschreibungen und Anleihen und generell alle Arten von Schuld-bzw. Wertpapieren einschließlich Mischformen in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht ausgeben.

3.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher und finanzieller Natur oder im Zusammenhang mit Grundeigentum oder gewerblichem Rechtsschutz vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Kapitel II. - Gesellschaftskapital, Anteile.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt fünfhundertzwölftausendfünfhundert Euros (EUR 512.500,-), aufgeteilt in fünftausendeinhundertfünfundzwanzig (5.125) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-).

5.2 Neben dem Gesellschaftskapital gemäß Artikel 5.1 kann die Gesellschaft Konten für eingefordertes Nachschusskapital oder Kapitalrücklagekonten bilden, in die jede gezahlte Agio oder Kapitalrücklage eingelegt werden kann. Diese können einem Anteil zugeordnet werden oder nicht, wobei es sich versteht, dass jedes gezahlte Agio oder einem Anteil zugeordnete Kapitalrücklage, im Falle einer Entscheidung über die Rückerstattung des gezahlten Agios oder der Kapitalrücklage (ob direkt oder im Zuge einer Verringerung des Gesellschaftskapitals, eines Rückkaufs der eigenen Anteile, Liquidation oder einer anderen Transaktion, die zu einer Erstattung von Agio oder Kapitalrücklage führt) dem entsprechenden Gesellschafter zugeführt und zurückbezahlt wird. Falls jedoch keine Anteile im Gegenzug für die Einlage in ein Kapitalrücklagekonto ausgegeben wurden, wird der Betrag dieser Rücklage proportional zum Anteilsbesitz am Tag der Rückerstattung an die Gesellschafter zurückbezahlt.

5.3 In jedem Fall wird die Rückzahlung dieses Agios oder dieser Kapitalrücklage mit Entscheidung der Gesellschafterversammlung vorgenommen, auf der Basis eines Berichtes der Geschäftsführung, welcher zeigt, dass ausreichend Mittel für die Rückzahlung zur Verfügung stehen.

5.4 Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Generalversammlungen.

Art. 6. Herabsetzung oder Erhöhung des Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters (für den Fall eines alleinigen Gesellschafters) oder durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise herabgesetzt oder erhöht werden.

Art. 7. Ausschüttungsanspruch. Jeder Anteil gewährt dem jeweiligen Inhaber Anrecht auf einen Bruchteil des Vermögens und der Gewinne der Gesellschaft im Verhältnis zur Zahl der existierenden Anteile.

Art. 8. Unteilbarkeit der Anteile. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Übertragung von Anteilen. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden.

Im Falle eines alleinigen Gesellschafters, ist dieser berechtigt, diese frei zu übertragen. Im Falle von mehreren Gesellschaftern, können die Anteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes über Handelsgesellschaften übertragen werden.

Jeder Gesellschafter verpflichtet sich, kein Sicherungs- oder Pfandrecht bezüglich eines Anteils ohne vorherige Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals umfasst, zu gewähren.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, jedoch höchstens vierzig (40), sofern sich gesetzlich nichts Gegenteiliges vorgeschrieben ist.

Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre eigenen Anteile zu erwerben.

Kapitel III. - Geschäftsführung.

Art. 10. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung obliegt einem alleinigen Geschäftsführer oder bei mehreren Geschäftsführern einem Rat der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein. Im Falle eines alleinigen Geschäftsführers ist jede Bezugnahme auf den Rat der Geschäftsführer, die Geschäftsführer oder die Geschäftsführung auch als Bezugnahme auf den alleinigen Geschäftsführer zu verstehen.

Die Geschäftsführer können jederzeit ohne Angabe von Gründen durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Generalversammlung der Gesellschafter abberufen werden.

Die Beschlüsse des Rats der Geschäftsführer werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich oder durch Fax, E-Mail oder ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, sofern dieses den an der Sitzung teilnehmenden Personen eine ununterbrochene Verständigung untereinander erlaubt und eine effektive Teilnahme dieser Teilnehmer an der Sitzung ermöglicht. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten bestehend, gültig geschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung per Brief, Telefax oder E-Mail genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss und haben die gleiche Wirksamkeit wie ein während einer Sitzung des Rats der Geschäftsführer getroffener Beschluss.

Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom Vorsitzenden pro tempore oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 11. Befugnisse der Geschäftsführung. Gegenüber Dritten ist der alleinige Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehenden Geschäfte und Handlungen zu genehmigen.

Alle Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder die Statuten der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich der Geschäftsführung. Der Rat der Geschäftsführer kann insbesondere Dienstleistungs-, Verwaltungssowie Anteilsabtretungsverträge abschließen.

Art. 12. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird jederzeit durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder bei mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift zweier Geschäftsführer oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift der ordnungsgemäß Bevollmächtigten im Rahmen dieser vom Rat der Geschäftsführer erteilten Bevollmächtigung verpflichtet.

Art. 13. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats verantwortlich.

Kapitel IV. - Entscheidungen des alleinigen Gesellschafter - Generalversammlung der Gesellschafter.

Art. 14. Befugnisse der Generalversammlung der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Ein Gesellschafter kann sich bei der Generalversammlung durch eine entsprechend bevollmächtigte Person, welche kein Gesellschafter sein muss, aufgrund Vorlage einer schriftlich, per Fax oder E-Mail übermittelten Bevollmächtigung vertreten lassen.

Die Generalversammlung der Gesellschafter hat die durch Gesetz und diese Statuten verliehenen Befugnisse. Sofern die vorliegenden Statuten keine größere Mehrheit vorschreibt, werden gemeinsame Beschlüsse nur wirksam gefasst, soweit sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, verabschiedet werden.

Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nicht anders als mittels einstimmigen Beschlusses ändern. Jede andere Änderung der Statuten bedarf der Zustimmung von (i) einer Mehrheit der Gesellschafter (ii) die mindestens dreiviertel des Gesellschaftskapitals darstellt.

Im Falle eines Alleingesellschafter übt dieser die der Generalversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes über Handelsgesellschaften verliehenen Befugnisse aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Generalversammlung der Gesellschafter“ je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als eine Bezugnahme auf den Alleingesellschafter zu verstehen und die der Generalversammlung der Gesellschafter verliehenen Befugnisse werden von dem Alleingesellschafter ausgeübt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter werden in Protokollen oder schriftlich niedergelegt.

Kapitel V. - Geschäftsjahr - Jährliche Konten

Art. 15. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt eine Bestandsaufnahme, die Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in diese Bestandsaufnahme und die Bilanz nehmen.

Art. 16. Gesetzliche Rücklagen und Gewinnverwendung. Der Bruttogewinn laut Jahresabschluss nach Abzug der Gemeinkosten, Abschreibungen und Ausgaben ergibt den Nettogewinn. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. Es kann unter Berücksichtigung der gesetzlichen Rücklagepflicht, und, unter folgenden Bedingungen eine Zwischendividende ausgeschüttet werden:

- a) Es wird ein Zwischen-Inventar aller Aktiva und Passiva der Gesellschaft durch die Geschäftsführer aufgestellt.
- b) Dieses Zwischen-Inventar weist einen Nettogewinn, einschließlich des fortgeschriebenen Gewinns aus.
- c) Die Entscheidung eine Zwischendividende auszuschütten wird von der Generalversammlung der Gesellschaft oder durch den Rat der Geschäftsführer getroffen.
- d) Die Ausschüttung und Auszahlung wird getätigt, sobald die Gesellschaft Sicherheit darüber erlangt hat, dass die Rechte der bedeutenden Gläubiger der Gesellschaft nicht bedroht sind.

Kapitel VI. - Auflösung - Liquidation

Art. 17. Auflösungsgründe. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch Geschäftsunfähigkeit, noch durch Entmündigung, Auflösung, Bankrott oder Zahlungsunfähigkeit einer ihrer Gesellschafter, oder irgendein ähnliches Ereignis betreffend den Alleingesellschafter, aufgelöst.

Art. 18. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird diese von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert. Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die weitestgehenden Befugnisse im Hinblick auf die Realisierung der Vermögenswerte und die Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Realisierung der Vermögenswerte und der Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

Der alleinige Gesellschafter kann entscheiden, die Gesellschaft aufzulösen und die Liquidation der Gesellschaft betreiben, wenn er sich verpflichtet, persönlich für alle bekannten und unbekanntes Aktiva und Passiva der Gesellschaft zu haften.

Kapitel VII. - Anwendbares recht

Art. 19. Auf diese Statuten sollen die Gesetze Luxemburgs Anwendung finden, nach welchen sie errichtet und ausgelegt werden soll.

Alle nicht in dieser Statuten geregelten Punkte werden durch das Gesetz über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Fassung geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Alle 5.125 (fünf tausend ein hundert fünf und zwanzig) Anteile, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, wurden von Banque LBLux S.A. gezeichnet und in Höhe von EUR 12.500 (zwölftausend fünfhundert Euro) bar eingezahlt und in Höhe von EUR 500.000 (fünfhundert tausend Euro) durch eine Sacheinlage einer Immobilie im Eigentum der Banque LBLux S.A., vorbenannt (die „Immobilie“). Der Ausgabebetrag aller gezeichneten Anteile wurde somit vollständig eingezahlt, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von fünf hundert zwölf tausend fünf hundert Euro (EUR 512.500,-) ab sofort zur Verfügung steht, was dem beurkundenden Notar nachgewiesen wurde. Ein Blockierungszertifikat über den Betrag von EUR 12.500,- (zwölf tausend fünf hundert Euro) wurde dem Notar übergeben.

Beschreibung der Sacheinlage

Ein Handelsgebäude gelegen zu 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg (Kirchberg), eingetragen wie folgt im Kataster: Gemeinde Luxemburg, Sektion ED von Neudorf.

- Nummer 435/4473, Ort genannt: "Rue Jean Monnet", Platz (besetzt), Handelsgebäude, gross 90 Ar 62 Zentiar.

Eigentumsnachweis

Der Besitzer ist Eigentümer des Sacheinlageobjekts, um es erworben zu haben laut drei Verwaltungsurkunden aufgenommen am 29. September 1995, überschrieben im ersten Hypothekenamte zu Luxemburg am 8. November 1995, Band 1438, Nummer 13, am 13. Juni 1989, überschrieben im ersten Hypothekenamte zu Luxemburg am 16. Juni 1989, Band 1167, Nummer 123, und am 7. August 1990, überschrieben im ersten Hypothekenamte zu Luxemburg am 14. August 1990, Band 1220, Nummer 104.

Bewertung

Die Immobilie wird einundfünfzig millionen Euro (EUR 51.000.000,-) bewertet.

Nachweis der Sacheinlage

Der Nachweis der Eigentümerschaft und des Werts der Immobilie wurde durch die Gesellschaft erbracht, und dem Notar durch den alleinigen Gesellschafter bestätigt.

Durchführung der Sacheinlage

Die Banque LBLux S.A., vorgeannt und hier ordnungsgemäß vertreten, bestätigt hiermit zum Zeitpunkt der Sacheinlage wie folgt, dass:

- sie Eigentümerin der Immobilie ist.
- alle Formalitäten und gesellschaftsrechtlichen Zustimmungen erbracht wurden;
- sie ordnungsgemäß ermächtigt ist, jegliche Maßnahme zu ergreifen und alles Notwendige zu tun im Zusammenhang mit dem Übergang der Immobilie;

- nach bestem Wissen des Einlegenden, die Immobilie frei von Ansprüchen Dritter, Pfandrechte, Belastungen oder sonstiger Rechts ist und somit frei übertragbar ist.

Sollten zusätzliche Formalitäten zur Vervollständigung der Sacheinlage der Immobilie notwendig sein, so verpflichtet sich die Kompartentin jegliche Handlung so schnell als möglich vorzunehmen.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar erklärt hiermit die in Artikel 183 des Gesetzes über Handelsgesellschaften aufgelisteten Bedingungen überprüft zu haben und bestätigt hiermit ausdrücklich, dass dies erfüllt seien.

Außerordentliche Generalversammlung

Die Generalversammlung der Gesellschafter, hat unmittelbar anschließend an die Gründung der Gesellschaft folgende Beschlüsse gefasst:

1) Als Geschäftsführer der Gesellschaft werden bestellt für eine unbestimmte Dauer:

- Herr Norbert Palsa, geboren am 28.12.1956, in Waldkirchen, Deutschland, geschäftlich ansässig in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg; und

- Herr Guido Schmitt, geboren am 30.10.1970, in Trier, Deutschland, geschäftlich ansässig in 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

2) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg.

3) Im Zuge der vorherigen Sacheinlage und bezugnehmend auf deren Bewertung beschließt einen Betrag in Höhe von EUR 50.448.750 (fünfzig Millionen vierhundertachtundvierzig Tausend siebenhundertfünfzig Euro) als freie Kapitalreserve einzulegen und einen Betrag i.H.v. EUR 51.250 (einundfünfzig tausend zweihundert fünfzig Euro) der gesetzlichen Rücklage zuzuordnen.

Worüber diese notarielle Urkunde, in Luxemburg zum eingangs erwähnten, Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, der die englische Sprache beherrscht, bestätigt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien in englischer Sprache mit nachfolgender deutscher Übersetzung aufgenommen wird; auf Verlangen der erschienenen Parteien und im Fall einer Abweichungen der englischen von der deutschen Fassung, kommt der englischen Fassung Vorrang zu.

Die vorstehende Urkunde ist dem Vertreter der erschienenen Parteien, welcher dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, verlesen worden und vom Notar zusammen mit diesem Vertreter der erschienenen Parteien unterzeichnet worden.

Gezeichnet: CZOSKE, ARRENSDORFF.

Der Notar erklärt, daß die Matrikelnummer der Gesellschaft Immo 3 Rue Jean Monnet S.à r.l. ist: 2014 2437 57191.

Gezeichnet: ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 août 2014. Relation: LAC / 2014 / 37280. Reçu trois cent six mille euros 51.000.000,00 € à 0,50% = 255.000,00 €

+ 2/10 = 51.000,00 €

306.000,00 €

Surtaxe communale: 153.000,00 €

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 20 août 2014.

Référence de publication: 2014131900/476.

(140149879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

Alcelec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4026 Esch-sur-Alzette, 173, rue de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 101.360.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ALCELEC S.à r.l.

S.à.r.l. unipersonnelle

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014131051/12.

(140149266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

Keneos Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 189.569.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the tenth day of July.

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. "E.R.M. Consulting S.A." having its registered office at 37, Val Saint André B6/2 at L-1128 Luxembourg (RCS Luxembourg B 82.392);

2. "ENTERO AG" a company existing under the laws of Germany, having its registered office at 55-59 Mergenthalerallee D-65760 Eschborn (Germany); and

3. "ROCKET Consulting Ltd" a company existing under the laws of United Kingdom, having its registered office at Montpellier Row, TW1 2 NQ Twickenham Middleses (United Kingdom),

here all represented by M. Guy CARPENTIER, residing professionally at L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint-André, by virtue of three (3) proxies given under private seal on May 15th, 2014, May 20th, 2014 and June 20th, 2014.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing parties, represented as aforesaid, have requested the undersigned notary to state the following Articles of Incorporation of a société anonyme which declare to be incorporated between themselves.

Title I. - Denomination, Registered office, Duration, Object

Art. 1. There is hereby established a public limited company under the name of "KENEOS Europe S.A." (hereinafter the "Company"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended, as well as by the present articles of incorporation (hereinafter the "Articles").

Art. 2. The registered office of the Company is established on the territory of the commune of Koerich.

It may be transferred to any other address in the same municipality by a decision of the board of directors or to another municipality by a resolution taken by the extraordinary general meeting of the shareholders, as required by the applicable provisions of the law.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. The object of the company is the creation, the development and the services in general and more particularly in the field of the business administration under all its aspects and in particular in advice, general administration and management, purchases, sales, rents, import and export, distribution, finance, logistics, management and development computing, project management, maintenance, marketing, promotion, organization of events, seminars. The object also includes the creation and development of network of affiliates, production, research and development, assistance in recruitment and human resources.

The company may also acquire participations in any other commercial, industrial, financial companies and in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies in the world.

The company may also perform any functions and mandates, be interested in the acquisition of any securities and rights by participation, by contribution, by subscription, by merger / fusion, by underwriting firm purchase option and negotiation and of any other way. The company may also grant or lend to companies, associations, in which it is interested, of any loans, advances or guarantees. The company may also do any activities or operations, being connected directly or indirectly with its object.

Generally speaking the company may take any measures and make all the commercial, financial, industrial, movable or real estate transactions in any sectors, which can seem to it useful for the fulfillment and for the development of its object, in particular by borrowing (in any currencies), by issuance of bonds and by giving to the above mentioned companies

described in the previous paragraph. Within the framework of this activity, the company may also grant mortgage in favor of third party.

The company, may, in a general way and for its own account, acquire and sell buildings and/or real estate elements, as well as to manage, to administrate, operate exploitation and development by sale, purchase, exchange, rental, taken by lease or by any other manners, estate properties.

The company will still have for object the creation of products, software, the development as well as the acquisition of patents and licenses, trade mark, intellectual property, rights, the management and the development of these and all other rights being connected with these patents and licenses or being able to complete them.

This enumeration is not exhaustive and by no means restrictive.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5.1. Share capital. The subscribed capital of the company is fixed at sixty-two thousand euro (62,000.-EUR), divided into sixty-two thousand (62,000) shares with a nominal value of one euro (1.-EUR) each.

All shares are issued in bearer form and on paper. They are delivered to the holder upon signature of the Statute, and shall be signed by two directors or the sole director.

Shares are freely transferable by simple manual transmission.

The shares of the Company may be issued, at the owner, single shares or certificates representing several shares.

The Company may repurchase its shares through its free reserves in accordance with the provisions of Article 49-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies.

The share capital of the Company may be increased or decreased in one or more tranches by a decision of the General Meeting of Shareholders adopted in accordance with the provisions applicable to the change of the statutes

Art. 5.2. Pre-emption right. In case one or several shareholders decide to sell the shares he owns to a non-shareholder party (third party), the other shareholders have a preferential right to subscribe for the shares to be sold. Seller have to inform and notify the board of directors and the other shareholders by registered mail with special delivery receipt, containing an option to subscribe the number of shares pro-rata to their existing shareholding after deduction of the shares that are proposed for the sale. The shareholders have thirty (30) clear days to accept the option by a registered letter with special delivery receipt with a copy to be provided to the board of directors. If one of the non-selling shareholders does not wish to accept the option to subscribe, the other shareholders have the right to increase their options on a pro rata basis.

The shareholders are supposed to have concluded between them a shareholder agreement which will determine the pre-emption price and all other items in connection with the acquisition of the seller's shares. If such shareholder agreement does not exist, the pre-emption price will be determined as follow. Option price is equal to the net accounting value of the equity of the Company, after deduction of the legal reserves, deduction of the reserves declared as non-available and of subordinated financings if they are pointed out in the equity.

The transfer of shares becomes effective and the cession is perfect, ready for being written in the book of the shareholder register, as soon as the shareholder purchasing the shares will provide the proof of his payment, even if the shareholder seller did not participate by his signature.

In relation to the shares which were not acquired by pre-emption, the shareholder which intends to sale his shares is entitled to withdraw his offer. He can then propose the sale of his shares to a third purchaser.

If the offer is not withdrawn, on the same conditions and on the same price as the one who is determined in the above paragraphs, the general meeting of shareholders can either decides a reduction of the issued share capital or the buy-back these shares.

If there is a joint ownership between heirs these are required to indicate a common deputy to represent them for the duration of this one. Looking forward to this nomination the board of directors is entitled to suspend right to vote as well as the dividend distribution in relation to these joint owned shares.

The general meeting of the shareholders is held without being subjected to a quorum of presences. The agreement is granted by the simple majority of the shares present or represented for heirs or for the spouse and by the qualified majority of the two thirds when it is about third purchasers.

If the Company does not share its decision in the month following the receipt by the board of directors of the letter carrying conscription to obtain the agreement, the consent of the Company to the transfer or sale is regarded as granted without other conditions.

Art. 6. Capital increase. The authorised and subscribed capital of the corporation may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders, voting with the same quorum as for an amendment of the articles of incorporation.

Title III. - General meeting of shareholders

Art. 7. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 8. The annual general meeting of the shareholders of the Company shall be held at the Company's registered office or at such other place as may be specified in the convening notice of meeting, on the first Tuesday of May of each year at 11.00 a.m.

If such day is not a bank business day, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

The annual general meeting of the shareholders of the Company may be held abroad if, in the judgment of the board of directors of the Company, exceptional circumstances so require.

Art. 9. Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing (i) the identification of the shareholders, (ii) all the shareholders taking part in the meeting to hear one another, (iii) the meeting to be held live. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 10. The shareholders' meeting shall be held upon notice by the board of directors or by the auditor.

They shall convene such a meeting within twenty days if a shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten per cent (10%) of the shares of the Company request so, provided they make a written demand and detail the agenda.

A shareholder or a plurality of shareholders holding at least ten per cent (10%) of the shares of the Company may add discussion points to the agenda, provided that they make a written request to the Company not later than five (5) days prior to the meeting concerned.

The convening notices shall mention the agenda of the meeting.

All the shares being issued in registered form, the convening notices have to be addressed individually to each shareholder by means of registered mail.

Art. 11. Each share entitles its holder to one vote.

Except as otherwise required by Law or by these Articles, resolutions at a meeting of the shareholders of the Company duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

Art. 12. Any resolutions aiming to amend the Articles shall require the holding of an extraordinary general meeting that only validly deliberates if one half of the capital either is present or represented.

If this condition is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the number of shares present or represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast.

Art. 13. Both the nationality of the Company and the commitments of its shareholders may only be increased with the unanimous consent of all the shareholders and bondholders.

Art. 14. A shareholder may act at any meeting of the shareholders of the Company by appointing another person, shareholder or not, as his proxy, in writing, whether in original, by telefax, telegram or e-mail (provided that the electronic signature is in conformity with the then relevant applicable laws in the Grand Duchy of Luxembourg).

If all shareholders of the Company are either present or represented at a meeting of the shareholders of the Company, and declare themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Prior to any debates, the shareholders elect amongst them a chairman for the meeting of the shareholders, who will then proceed to the nomination of a secretary, who may be shareholder or not. The shareholders will appoint a scrutineer, who may be a shareholder or not.

The minutes of the meetings of the shareholders are signed by the president, the secretary and the scrutineer, and by any shareholder having requested to do so.

Title IV. - Management

Art. 15. The corporation shall in case there is only one shareholder be managed by a sole director or by a board of directors, or in case there are two or more shareholders, be managed by a board of directors composed of at least three members, being either shareholders or not, who shall be appointed for a term not exceeding six years, by a general meeting of shareholders. The sole director or the board of directors may be re-elected and may be removed at any time by a general meeting of shareholders.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of the shareholders of the Company.

The term and the remuneration of directors are determined by the general meeting of the shareholders.

In case of a single shareholder, the Company may be managed by a sole director who assumes all the rights, duties and liabilities of the board of directors.

Art. 16. The board of directors will elect from among its members a chairman.

The board of directors is convened upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened upon the request of any two (2) directors.

Written notice of any meeting of the board of directors will be given to all directors, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. This notice may be waived if all the directors are present or represented, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

A director may be represented by another member of the board of directors, and a member of the board of directors may represent several directors of any category.

The board of directors can only validly debate and take decisions if two (2) members are present or represented. If a quorum is not reached, a second meeting of the Board shall be convened to deliberate validly at least half of board members will be present.

Any decision taken by the board of director shall require a simple majority of the directors. In case of ballot, the chairman of the meeting has a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions passed at a physical meeting of the board of directors. Such resolutions may be documented either in a single document or in several separate documents having the same content.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 17. The board of directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company.

All powers not expressly reserved by Law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

The board of directors may pay interim dividends to the shareholders in compliance with the Law and any other relevant legal requirements.

The Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the director or the board of directors,
2. These accounts show a profit (after allocation to the legal reserve and statutory reserve but including the profits carried forward or any amount transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the board of directors,
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

Art. 18. The corporation shall be bound in all circumstances by the signature of the sole director or in case more directors are appointed by the joint signature of any two directors or by the sole signature of the managing director (administrateur-délégué), provided that special arrangements have been reached concerning the authorized signature in the case of a delegation of powers or proxies given by the board of directors.

Art. 19. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more directors, who will be called managing directors.

It may also commit the management of a special branch to one or more directors, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 20. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the board of directors, represented by its chairman or by any directors delegated for this purpose.

Art. 21. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or any officer of the Company has a personal and opposite interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of, such other company or entity.

Except as otherwise provided for hereafter, any director or officer of the Company who serves as a director, associate, member, officer or employee of any company or entity, with which the Company shall contract or otherwise engage in

business shall not, by reason of such affiliation with such other company or entity, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any director may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the board of directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's interest therein shall be reported to the shareholder(s) or to the next general meeting of shareholders.

Title V. - Audit

Art. 22. The supervisory auditors will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re-election and they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, by a resolution of the shareholders' meeting.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 23. The accounting year of the Company shall begin on the first of January and shall terminate on the thirty-first of December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 24. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 25. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders taken in accordance with the quorum and majority requirements to modify these Articles. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, individuals or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Title VIII. - General provisions

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory disposition

- 1.- The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.
- 2.- The first General Meeting will be held in the year 2015.

Subscription and payment

The sixty-two thousand (62,000) shares have been subscribed as follows:

1. "E.R.M. Consulting S.A." prenamed,	32,240
2. "ENTERO AG", prenamed,	14,880
3. "ROCKET Consulting Ltd", prenamed,	14,880
Total:	<u>62,000</u>

All the shares have been fully paid-up by payments in cash to the extent of one hundred per one hundred (100%), so that the amount of sixty-two thousand euro (62,000.-EUR) is forthwith at the free disposal of the company, as has been proved to the undersigned notary, who states it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be born by the Company as a result of its formation are estimated at one thousand two hundred and sixty-one euro (EUR 1,261.-).

Resolutions of the shareholders:

The shareholders, representing the entire subscribed capital, immediately took the following resolutions:

1.- The following have been elected as directors, their terms of office expiring at the General Meeting of the year 2020:

- M. Alain PRICK, director, born on May 26th, 1964 at Bruxelles (Belgium), residing professionally at 37, Val Saint André B6/2at L-1128 Luxembourg;

- M. Christian COLLARD, director, born on September 16th, 1949 at Lubumbashi (Congo) residing professionally at 37, Val Saint André B6/2 at L-1128 Luxembourg;

- M. Lewis MARSTON, Director, born on January 25th, 1972 at Barnet (United Kingdom), residing professionally at Montpellier Row, TW1 2 NQ Twickenham Middleses (United Kingdom); and

- M. Henning HEESCH, Director, born on October 8th, 1961 at Hamburg (Germany) residing professionally at 55-59 Mergenthalerallee D-65760 Eschborn (Germany).

2.- The following has been appointed as statutory auditor (commissaire aux comptes), his term of office expiring at the General Meeting of the year 2020:

“W-TREIZE S.A.” having its registered office at 4-6, rue Pierre Goedert L-4178 Esch-sur-Alzette (RCS Luxembourg B 164.050).

3.- The registered office of the company is established at 11, rue des Trois Cantons L-8399 Windhof.

4. Is appointed President of the Board of Directors of the Company:

M. Alain PRICK, prenamed.

His term of office expires at the general meeting of the year of 2020.

5. Is appointed managing director and director of the Company:

M. Guy CARPENTIER, director, born on July 5th, 1953 at Paris 17th (France), residing professionally at 37, Val Saint-André L-1128 Luxembourg, with full power of signature, to engage the corporation by his own signature for all management, legal, administrative of financial matters.

His term of office expires at the general meeting of the year of 2020.

WHEREOF The present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read in the language of the person appearing, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le dix Juillet.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire résidant à Luxembourg.

Ont comparu:

1. “E.R.M. Consulting S.A.” ayant son siège social au 37, Val Saint André B6/2 L-1128 Luxembourg (RCS Luxembourg B 82.392);

2. “ENTERO AG” une société de droit allemand, ayant son siège social au 55-59 Mergenthalerallee D-65760 Eschborn (Allemagne); et

3. “ROCKET Consulting Ltd” une société de droit anglais, ayant son siège social à Montpellier Row, TW1 2 NQ Twickenham Middleses (Royaume-Uni),

ici toutes représentées par M. Guy CARPENTIER, demeurant professionnellement à L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint-André, en vertu de trois procurations données sous seing privé en date du 15 mai 2014, 20 mai 2014 et 20 juin 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l’enregistrement.

Les comparantes, représentées comme ci-avant, ont demandé au notaire de constater par acte notarié les statuts constituant la société anonyme qu’elles déclarent constituer:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Durée, Objet social

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «KNEOS Europe S.A.» (ci-après la Société), soumise aux lois régissant ces entités et en particulier aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (ci-après, la Loi) ainsi qu’aux dispositions des présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Le siège de la Société est établi dans la Commune de Koerich.

Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même commune par simple décision du conseil d’administration ou sur le territoire d’une autre commune par une résolution prise lors d’une assemblée extraordinaire des associés, selon les modalités requises par les textes légaux applicables.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication entre ce siège social et l'étranger, ont eu lieu ou paraissent imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Des bureaux et des succursales peuvent être établis tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger par simple résolution du conseil d'administration.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la création, le développement et la prestation de services en général et plus particulièrement dans le domaine de la gestion d'entreprises sous tous ses aspects et notamment le conseil, administration, achats/ventes/locations, import & export, direction, distribution, finance, logistique, gestion et développement informatique, gestion de projets, maintenance, marketing, promotion, organisation d'événements, séminaires, création et développement de réseau d'affiliation, production, recherche & développement, recrutement, ressources humaines, prise de participation, ou gestion de participations sous quelque forme que ce soit au capital d'autres entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, au Luxembourg et dans toutes autres régions du globe

La société pourra exercer toutes fonctions et mandats, et s'intéresser à l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de fusion, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et l'octroi aux entreprises, associations, auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toutes activités et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes les opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement et au développement de son objet de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question aux alinéa précédents.

Elle pourra de manière générale pour son propre compte acquérir et vendre des immeubles et/ou éléments immobiliers, ainsi que la gestion, l'administration, l'exploitation et la mise en valeur par vente, achat, échange, lotissement, location, prise de bail ou de toutes autres manières, des propriétés immobilières.

La société aura encore pour objet notamment la création de produits, de logiciels, le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, la gestion et la mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

Cette énumération est exemplative et nullement limitative.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5.1. Le capital souscrit de la société est fixé à soixante-deux mille euros (62.000,- EUR), divisée en soixante-deux mille (62.000) actions d'une valeur nominale de un euros (1,- EUR) chacune.

Les actions sont toutes au porteur et sont émises sur papier. Elles sont remises au porteur lors de la signature des statuts, et sont signées de deux administrateurs ou de l'administrateur unique.

Les actions sont librement cessibles par simple transmission manuelle.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5.2. Droit de préemption.

1) Les actionnaires jouissent entre eux d'un droit de préemption réciproque sur toutes actions qu'un des leurs désire vendre à un non actionnaire. Le vendeur notifie son intention au conseil d'administration et aux autres sociétaires par lettre recommandée à la poste avec AR. contenant une option d'acquérir le nombre d'actions qui est proportionnel au nombre d'actions que l'actionnaire possède dans le capital de la Société après déduction des actions qui sont mises en vente. Les actionnaires existants bénéficient d'un délai de trente jours francs pour lever l'option, au moyen d'une lettre recommandée AR avec copie au conseil d'administration. Si un actionnaire existant ne lève pas son option les autres actionnaires sont en droit d'augmenter leur option dans le respect de la même proportionnalité.

Les actionnaires sont présumés avoir conclu entre eux un pacte d'associés qui détermine le prix des préemptions et toutes autres modalités relatives à l'acquisition des actions du vendeur. A défaut d'un tel pacte la préemption s'exerce au prix de la valeur nette comptable des moyens propres de la Société, déduction faite de la réserve légale, des réserves

déclarées indisponibles et des financements subordonnés s'ils sont indiqués dans la rubrique des moyens propres. La transmission des actions devient effective et la cession est parfaite, prête pour être inscrite dans le livre des actionnaires dès que l'actionnaire acquéreur aura fourni la preuve de son paiement, même si l'actionnaire vendeur ne participait pas par sa signature.

Relativement aux actions qui n'ont pas été acquises par l'exercice d'une préemption le vendeur est en droit de retirer son offre. Il peut la continuer à un tiers acquéreur.

A défaut d'un tel retrait, aux mêmes conditions et au même prix que celui qui est déterminé dans l'alinéa qui précède l'assemblée générale de la Société peut soit procéder par une réduction du capital social soit racheter les actions restantes comme actions propres.

2) Les actions sont librement transmissibles et cessibles entre actionnaires. Ces actionnaires vendeurs sont tenus d'informer le conseil d'administration de la Société par lettre recommandée de leur intention en indiquant l'identité de ou des actionnaire(s) acquéreur(s).

Les actions passent de plein droit aux héritiers légitimes en ligne directe descendante. En matière successorale la dévolution des actions s'effectue d'après les règles du droit national qui régit la succession, pour autant qu'il n'y existe de violation de l'ordre public luxembourgeois.

S'il existe une indivision entre héritiers ceux-ci sont tenus de désigner un mandataire commun pour les représenter pendant la durée de celle-ci. Dans l'attente de cette nomination le conseil d'administration est en droit de suspendre le droit de vote ainsi que les distributions afférentes aux actions restées en indivision.

3) Tout héritier autre que les héritiers en ligne directe descendante, tout légataire, conjoint ainsi que tout tiers qui désire acquérir des actions de la Société sont tenus de notifier au conseil d'administration une requête aux fins d'obtenir l'agrément des actionnaires. Le conseil d'administration convoque l'assemblée générale des actionnaires, sans désenparer.

L'assemblée générale des actionnaires siège sans être soumise à un quorum de présences. L'agrément est accordé à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée s'agissant d'héritiers, de légataires ou du conjoint et à la majorité qualifiée des deux tiers quand il s'agit de tiers acquéreurs.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le mois à dater de la réception par le conseil d'administration de la lettre portant réquisition pour obtenir l'agrément, le consentement par la Société à la transmission et à la cession des actions est réputée acquis, sans autres conditions.

Art. 6. Augmentation du capital. Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit sur décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les formes et selon les conditions requises en matière de modification des statuts.

Titre III. - Assemblée des actionnaires

Art. 7. Toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, mettre en oeuvre ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit soit au siège social de la Société soit à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier mardi du mois de Mai à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société peut se réunir à l'étranger si le conseil d'administration de la Société estime que des circonstances exceptionnelles l'exigent.

Art. 9. Les autres assemblées des actionnaires de la Société sont tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives de chaque assemblée.

Tout actionnaire de la Société peut participer à une assemblée générale des actionnaires de la Société par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, toute personne participant à l'assemblée peut entendre les autres participants et leur parler. L'assemblée est retransmise en direct. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à l'assemblée.

Art. 10. Une assemblée générale des actionnaires de la Société peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le commissaire. Ils sont obligés de la convoquer de façon à ce qu'elle soit tenue dans le délai de vingt (20) jours, lorsque des actionnaires représentant le dixième du capital social le requièrent par une demande écrite, indiquant l'ordre du jour.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander l'inscription d'un ou plusieurs points à l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires de la Société. Cette demande doit être convoquée par lettre recommandée cinq (5) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale en question.

Les avis de convocation pour chaque assemblée générale doivent contenir l'ordre du jour.

Toutes les actions étant nominatives, les notifications doivent être adressées individuellement à chaque actionnaire par lettre recommandée.

Art. 11. Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires de la Société dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimées.

Art. 12. Cependant, les décisions pour modifier les Statuts de la Société peuvent seulement être adoptées par une assemblée générale des actionnaires de la Société représentant au moins la moitié du capital social (actions présentes ou représentées).

Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une nouvelle assemblée peut être convoquée dans les formes prévues par les Statuts et la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indique la date et le résultat de la précédente assemblée générale. La seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions pour être valables, doivent réunir les deux tiers (2/3) au moins des voix valablement exprimées.

Art. 13. Le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'unanimité des actionnaires et des obligataires.

Art. 14. Chaque actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, ou par courriel muni d'une signature électronique (conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise) une autre personne comme mandataire, actionnaire ou non.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Avant de commencer les délibérations, les actionnaires élisent en leur sein un président de l'assemblée générale. Le président nomme un secrétaire (actionnaire ou non) et les actionnaires nomment un scrutateur (actionnaire ou non). Le président, le secrétaire et le scrutateur forment le bureau de l'assemblée générale.

Les procès-verbaux des assemblées générales annuelles des actionnaires de la Société seront signés par les membres du bureau de l'assemblée générale ou par tout actionnaire qui a été requis de le faire.

Titre IV. - Administration

Art. 15. La société est administrée en cas d'un actionnaire unique par un administrateur unique ou par un conseil d'administration ou en cas de pluralité d'actionnaires par un conseil d'administration, composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six années, par l'assemblée générale des actionnaires.

L'administration unique ou les membres du Conseil peuvent être réélus et révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

Le nombre des administrateurs et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires qui pourvoira définitivement à l'occupation de ce poste.

La rémunération et la durée des mandats des administrateurs sont fixées par l'assemblée générale de la Société.

Si toutes les actions de la Société venaient à être détenues par un actionnaire unique, la Société pourrait être administrée par un administrateur unique qui assumerait alors tous les droits, devoirs et obligations du conseil d'administration.

Art. 16. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux (2) administrateurs le demandent.

Un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. On pourra passer outre cette convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion individuelle se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Un administrateur peut être représenté par un autre administrateur et un administrateur peut représenter plusieurs administrateurs de classes différentes.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et prendre des décisions valablement que si deux administrateurs sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, une seconde réunion du conseil d'administration sera convoquée qui délibérera valablement si la moitié au moins des membres du conseil sera présente.

Toute décision doit être prise à majorité simple, des votes exprimés. En cas de ballottage, le président du conseil a un vote prépondérant.

Les résolutions circulaires prises par le conseil d'administration ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion physique du conseil d'administration. Les résolutions circulaires doivent être signées par tous les administrateurs et être signées soit sur un document unique soit sur plusieurs documents identiques.

Chaque administrateur et tous les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant au conseil puissent se comprendre et s'entendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Art. 17. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut payer des acomptes sur dividendes (dividende intérimaire) en respectant les dispositions légales et toutes prescriptions légales.

Des acomptes sur dividendes (dividende intérimaire) peuvent être distribués à tout moment aux conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le conseil d'administration,
2. Ces comptes intérimaires font apparaître un bénéfice (après allocation des montants devant être transférés à la réserve légale et de la réserve statutaire et rajout des bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire)
3. La décision de la distribution d'acomptes sur dividendes est prise par le conseil d'administration.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés

Art. 18. La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou en cas d'existence d'un conseil d'administration par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration.

Art. 19. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 20. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la Société par le conseil d'administration, représenté par son président ou d'un administrateur-délégué à cette fin.

Art. 21. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre opération entre la Société et d'autres sociétés ou entités ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs directeurs ou représentants de la Société y auront un intérêt personnel et opposé ou en sont le (les) directeur(s), actionnaire(s), représentant(s) ou employé(s).

Sauf dispositions contraires ci-dessous, un directeur ou représentant de la Société qui remplirait en même temps des fonctions de directeur, d'associé, de représentant ou d'employé d'une autre société ou entité avec laquelle la Société contracte ou entre autrement en relations d'affaires, n'est pas, en raison de ces relations avec ladite autre société ou entité, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant aux opérations relatives à un contrat ou à une opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un directeur ou représentant aurait un intérêt personnel et opposé dans une opération de la Société, ledit directeur en avisera le Conseil d'administration et ne pourra pas prendre part aux délibérations ou émettre un vote s'agissant de cette opération et cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Directeur seront portés à la connaissance de(s) actionnaire(s) lors de la prochaine assemblée générale.

Titre V. - Surveillance

Art. 22. Le ou les auditeurs seront nommés par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Au terme de leur mandat, ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou des associés, ou, le cas échéant, par une résolution de l'assemblée générale des associés

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 23. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de la même année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 24. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cents (5%) au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cents (10%) du capital social.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 25. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale prise en vertu des conditions de quorum et de majorité afin de modifier les statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les titulaires de parts sociales au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent.

Titre VIII. - Disposition générale

Art. 26. Pour tous les points non spécifiés dans les présents Statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Dispositions transitoires

- 1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- 2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle qui se tiendra en 2015.

Souscription et libération

Les soixante-deux mille (62.000) actions ont toutes été souscrites comme suit:

1. "E.R.M. Consulting S.A." prenamed,	32,240
2. "ENTERO AG", prenamed,	14,880
3. "ROCKET Consulting Ltd", prenamed,	<u>14,880</u>
Total:	62,000

Toutes les actions ont été entièrement libérées moyennant apport en numéraire à raison de cent pour cent (100%), de sorte que le montant de soixante-deux mille euros (62.000,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate.

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations ou toute autre charge qui seront supportés par la Société au titre de sa constitution, sont estimés à mille deux cent soixante-et-un euros (1.261,- EUR).

Résolutions des actionnaires:

Les actionnaires, représentant l'entière du capital souscrit, ont immédiatement pris les résolutions suivantes:

1.- Les personnes suivantes sont nommées administrateurs, leurs mandats expirant à la date de l'assemblée générale devant se tenir en 2020:

- M. Alain PRICK, administrateur de sociétés, né le 26 mai 1964 à Bruxelles (Belgique), demeurant professionnellement au 37, Val Saint André B6/2 à L-1128 Luxembourg;

- M. Christian COLLARD, administrateur de sociétés, né le 16 Septembre 1949 à Lubumbashi (Congo), demeurant professionnellement au 37, Val Saint André B6/2 à L-1128 Luxembourg;

- M. Lewis MARSTON, administrateur de sociétés, né le 25 Janvier 1972 à Barnet (Royaume Uni), demeurant professionnellement à Montpellier Row, TW1 2 NQ Twickenham Middlesex (Royaume-Uni); et

- M. Henning HEESCH, administrateur de sociétés, né le 8 Octobre 1961 à Hamburg (Allemagne), demeurant professionnellement au 55-59 Mergenthalerallee D-65760 Eschborn (Allemagne).

2.- Est appelée aux fonctions de commissaire, son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2020:

"W-TREIZE S.A." ayant son siège social au 4-6, rue Pierre Goedert L-4178 Esch-sur-Alzette (RCS Luxembourg B 164.050).

3.- Le siège social de la Société est fixé au 11, rue des Trois Cantons L-8399 Windhof.

4. Est nommé Président du Conseil d'Administration de la Société:

M. Alain PRICK, prénommé.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

5. Est nommé Administrateur Délégué et Administrateur de la Société:

M. Guy CARPENTIER, administrateur de sociétés, né le 5 Juillet 1953 à Paris 17^{ème} (France), demeurant professionnellement au 37, Val Saint-André L-1128 Luxembourg, avec pouvoir de signature illimité seul, pour tous les aspects de gestion financière, administrative, légale et sociale.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, celle-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. CARPENTIER, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32826. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 14 août 2014.

Référence de publication: 2014131923/610.

(140149399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 août 2014.

CEA, Société à responsabilité limitée,

(anc. CEA S.à r.l.).

Siège social: L-8308 Capellen, 89e, parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 160.543.

L'an deux mille quatorze, le quatorze août.

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Laurent SAGLIO, né le 22 avril 1962 à Carcassonne, demeurant au 21-22, Ennismore Gardens, SW7 1AB Londres (Royaume-Uni);

ici représenté par Madame Monique GOLDENBERG, employée privée, demeurant à Steinfort, suivant procuration sous seing privé donnée le 13 août 2014, laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le notaire et le comparant restera ci-annexées pour être enregistrée ensemble avec la présente minute;

Lequel comparant, tel que représenté, a exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée CEA S.à r.l., a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 25 janvier 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 929 du 7 mai 2011, dont les statuts ont été modifiés par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 12 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 929 du 7 mai 2011;

- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B160.543,

- qu'elle a un capital de DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (EUR 12.500-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt cinq euros (EUR 125-) chacune,

- que le comparant est le seul associé représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée "CEA S.à r.l." avec siège social à L-2661 Luxembourg, 40, Rue de la Vallée,

- que la société ne possède pas d'immeuble, ni de parts d'immeubles.

Ensuite le comparant, tel que représenté, a requis le notaire instrumentant d'acter ses décisions prises sur l'ordre du jour:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale en "CEA" et de procéder à la modification subséquente de l'article 2 comme suit:

" **Art. 2.** La société prend la dénomination de «CEA»."

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social au 89 e, Parc d'Activités, L-8308 Capellen et de procéder à la modification subséquente de l'article 5 comme suit:

" **Art. 5.** Le siège social est établi à Capellen. La société peut ouvrir des succursales dans d'autres pays.

Le siège pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés."

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de mille cent vingt-cinq euros (EUR 1.125) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) à treize mille six cent vingt cinq euros (EUR

13.625) par un apport en nature d'une créance et de procéder à la modification subséquente des articles 6 à 9 comme suit:

" **Art. 6.1. Définitions.** Montant Disponible signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (en ce compris les bénéfices reportés), dans la mesure où les associés auront eu droit à des distributions de dividendes selon l'Article 15 des Statuts, augmenté par

(i) toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables et (ii) selon les cas, par le montant de la réduction du capital Social et de la réserve légale en relation avec la classe de part Sociales devant être annulée, mais réduit par (i) toute perte (en ce compris les pertes reportées) et

(ii) toutes sommes devant être mises en réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des Statuts, chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires concernés (sans, pour éviter tout doute, un comptage double), de sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale en relation avec la classe d'Part Sociales devant être annulée

L = pertes (y compris les pertes reportées)

LR = toutes sommes devant être mises en réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des Statuts.

Valeur d'Annulation par Part Sociale:

signifie le montant déterminé en vertu de l'article 6.10 ci-dessous.

Date des Comptes Intérimaires:

signifie la date ne précédant pas de plus de quinze (15) jours la date du rachat et de l'annulation de la Classe de Parts Sociales concernée.

Comptes intérimaires:

signifie les comptes intérimaires de la Société au moment de la Date des Comptes Intérimaires concernée.

Montant d'Annulation Total:

signifie le montant déterminé en vertu de l'article 6.11. ci-dessous.

6.2. Le capital social de la Société est fixé à treize mille six cent vingt cinq euros (EUR 13.625) représenté par:

(i) cent (100) parts sociales de classe A (en cas de pluralité, les Parts Sociales A, et individuellement, une Part Sociale A),

(ii) une (1) part sociale de classe B (en cas de pluralité, les Parts Sociales B, et individuellement, une Part Sociale B),

(iii) une (1) part sociale de classe C (en cas de pluralité, les Parts Sociales C, et individuellement, une Part Sociale C),

(iv) une (1) part sociale de classe D (en cas de pluralité, les Parts Sociales D, et individuellement, une Part Sociale D),

(v) une (1) part sociale de classe E (en cas de pluralité, les Parts Sociales E, et individuellement, une Part Sociale E),

(vi) une (1) part sociale de classe F (en cas de pluralité, les Parts Sociales F, et individuellement, une Part Sociale F),

(vii) une (1) part sociale de classe G (en cas de pluralité, les Parts Sociales G, et individuellement, une Part Sociale G),

(viii) une (1) part sociale de classe H (en cas de pluralité, les Parts Sociales H, et individuellement, une Part Sociale H),

(ix) une (1) part sociale de classe I (en cas de pluralité, les Parts Sociales I, et individuellement, une Part Sociale I), et

(x) une (1) part sociale de classe J (en cas de pluralité, les Parts Sociales J, et individuellement, une Part Sociale J),

chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euro (EUR 125,-) (collectivement, les Parts Sociales, et individuellement, une Part Sociale), qui donneront le droit de participer aux bénéfices réalisés par la Société selon les modalités indiquées ci-après, répartie comme suit:

Laurent SAGLIO	(i) cent (100) parts sociales A,
Laurent SAGLIO	(ii) une (1) part sociale B,
Laurent SAGLIO	(iii) une (1) part sociale C,
Laurent SAGLIO	(iv) une (1) part sociale D,
Laurent SAGLIO	(v) une (1) part sociale E,
Laurent SAGLIO	(vi) une (1) part sociale F,
Laurent SAGLIO	(vii) une (1) part sociale G,
Laurent SAGLIO	(viii) une (1) part sociale H,
Laurent SAGLIO	(ix) une (1) part sociale I,
Laurent SAGLIO	(x) une (1) part sociale J,

Total des parts 109

Toutes les parts ont été intégralement libérées, tel qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

6.3. Les parts sociales de chaque classe de part sociale seront collectivement, et indépendamment de leur classe, désignées comme les Parts Sociales et individuellement et indépendamment de leur classe comme une Part Sociale. Les détenteurs des Part Sociales sont collectivement désignés comme les Associés.

6.4. Chaque Part Sociale donne droit à un vote.

6.5. En supplément au capital social de la Société, un compte de prime d'émission peut être créé, sur lequel toute prime d'émission payée sur toute Part Sociale est transférée. Toute prime d'émission payée lors de la souscription de toute Part Sociale d'une classe spécifique lors de leur émission sera affectée à la totalité du capital social indépendamment de la classe de Part Sociale qui est souscrite.

6.6. Toutes les Parts Sociales auront des droits identiques, sauf disposition contraire prévue dans les présents Statuts.

6.7. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

6.8. Le capital de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales en ce compris par l'annulation d'une ou de plusieurs classes de Parts Sociales dans leur intégralité par le rachat et l'annulation de la totalité des Parts Sociales émises dans cette classe ou ces classes. En cas de rachats et d'annulations de classes des Parts Sociales ces annulations et rachats de Parts Sociales seront effectués dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la classe J).

6.9. En cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts Sociales (dans l'ordre prévu à l'article 6.8), cette classe donne droit aux détenteurs de Parts Sociales de cette classe, au prorata de leur détention dans cette classe, au Montant Disponible (avec limitation cependant au Montant d'Annulation Total tel que déterminé par l'Assemblée Générale), et les détenteurs de Parts Sociales de la classe rachetée et annulée recevront, de la part de la Société, un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la classe en question détenue par eux et annulée.

6.10. La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la classe qui sera rachetée et annulée.

6.11. Le Montant d'Annulation Total sera un montant déterminé par le Conseil et approuvé par l'Assemblée Générale sur base des Comptes Intérimaires en question. Le Montant d'Annulation Total pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C, B et A sera le Montant Disponible au moment de l'annulation de la classe en question, sauf décision contraire de l'Assemblée Générale à condition toutefois que le Montant d'Annulation Total ne soit jamais plus élevé que ce Montant Disponible.

6.12. Lors du rachat et de l'annulation des Parts Sociales de la classe en question, la Valeur d'Annulation par Part Sociale telle que déterminée deviendra échue et exigible par la Société.

Art. 7. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de cession des parts, les autres associés ont un droit de préemption.

Art. 8. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément, il est procédé comme prévu à l'article 7.

Art. 9. Les créanciers, ayant-droits ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière que ce soit dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales."

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 15 et 16 des statuts comme suit:

" **Art. 15.** Les profits de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du ou des gérants, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le ou les gérants peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dans le cas d'une déclaration de dividende, ce dividende sera affecté et versé comme suit:

(i) un montant égal à 0,25% de la valeur nominale de chaque Part Sociale sera distribué de façon égale à l'ensemble des associés proportionnellement à leurs Parts Sociales indépendamment de la classe, puis

(ii) le solde du montant total distribué sera affecté intégralement aux détenteurs de la dernière classe de Parts Sociales dans l'ordre alphabétique inverse (soit les Parts Sociales J en premier, ensuite s'il n'y a pas de Parts Sociales J, les Actions I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ne reste plus que des Parts Sociales A).

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits."

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 950,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Goldenberg, Anja Holtz.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 18 août 2014 - EAC/2014/11180 - Reçu soixante-quinze euros = 75 €.-

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux parties pour servir à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 août 2014.

Référence de publication: 2014133017/170.

(140151031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2014.

Caribbeds, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 128.106.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Caribbeds

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014131091/11.

(140148690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

LP1 Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 44.300,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 90.734.

Par la présente, il est pris acte que:

- Madame Céline Uvergoels, ayant son adresse professionnelle à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg, a été nommée gérant de la Société avec effet au 8 août 2014 et, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Richard Lund, ayant son adresse professionnelle à 45 Pall Mall, SW1Y 5JG, London, U.K., a été nommé gérant de la Société avec effet le 8 août 2014 et ce, pour une durée indéterminée.

- Monsieur Paul King, ayant son adresse professionnelle à 28, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, a mis fin à son mandat de gérant de la Société le 8 août 2014.

- Monsieur Graeme Stening, ayant son adresse professionnelle à 45 Pall Mall, SW1Y 5JG, London, U.K., a mis fin à son mandat de gérant de la Société le 8 août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 août 2014.

Gérard Becquer

Gérant

Référence de publication: 2014131017/21.

(140148263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

WIF S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 88.096.

—
EXTRAIT

Le contrat de domiciliation conclu le 12 juillet 2004 entre la société CODEJA sàrl dont le siège social est établi rue Michel Rodange 18 à L2430 Luxembourg et la société WIF S.A. (Luxembourg B88096) a été dénoncé avec effet immédiat par l'Agent domiciliataire.

Pour extrait sincère et conforme

Pour la société

Référence de publication: 2014130988/12.

(140147938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.

Copper Grafton Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand Rue, 3rd Floor.

R.C.S. Luxembourg B 187.572.

—
Par résolutions prises en date du 4 août 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet au 5 août 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Stéphanie Charles, avec adresse professionnelle au 22, Grand Rue, 3^e étage, L-1660 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 4 août 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 août 2014.

Référence de publication: 2014131112/15.

(140148801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2014.

DH Residencia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 165.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 114.972.

—
En date du 5 août 2014, l'associé BDP Capital BV, avec siège social au 166, Amsteldijk, NL-1079 Amsterdam, a cédé 81 parts sociales de classe A, 81 parts sociales de classe B, 81 parts sociales de classe C et 81 parts sociales de classe Z à l'associé DHCRE II Hold Co II S.à r.l., avec siège social au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg qui les acquiert.

En date du 5 août 2014, l'associé Europa Risorse Srl, avec siège social au 31, Via Scarlatti, I-20124 Milan, a cédé 75 parts sociales de classe A, 75 parts sociales de classe B, 75 parts sociales de classe C et 75 parts sociales de classe Z à l'associé DHCRE II Hold Co II S.à r.l. qui les acquiert.

En conséquence, les associés de la Société sont les suivants:

- DHCRE II LLC, avec siège social au 10, King Street, USA-19801 Wilmington, détient 1 part sociale de classe A, 1 part sociale de classe B, 1 part sociale de classe C et 1 part sociale de classe Z,

- DHCRE II Holdco II S.à r.l. détient 748 parts sociales de classe A, 748 parts sociales de classe B, 748 parts sociales de classe C et 4,348 parts sociales de classe Z,

- DHCRE II Holdco I S.à r.l., avec siège social au 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, détient 1 part sociale de classe A, 1 part sociale de classe B, 1 part sociale de classe C et 1 part sociale de classe Z,

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 août 2014.

Gérard Becquer

Gérant

Référence de publication: 2014131014/25.

(140148267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 août 2014.
